Ce projet est financé par
l'Union européenne

unicri
United Nations
Interregional Crime and Justice
Research Institute

SI LES VICTIMES DEVIENNENT BOURREAUX

Facteurs contribuant à la vulnérabilité et à la résilience à l'extrémisme violent au Sahel central

international alert

À propos d'International Alert

International Alert travaille avec les personnes directement affectées par un conflit afin de construire une paix durable. En œuvrant ensemble, nous savons que la paix sera à notre portée. Nous axons nos interventions sur la résolution des causes profondes du conflit, en rapprochant les individus par-delà les divisions. Depuis l'échelon local jusqu'au niveau des politiques, nous conjuguons nos efforts pour instaurer la paix au quotidien. La paix, c'est veiller à ce que les communautés vivent ensemble, côte à côte, et parviennent à résoudre leurs différends sans recourir à la violence, tout autant qu'elle implique de signer des traités et de déposer les armes. C'est la raison pour laquelle nous estimons que nous avons tous un rôle à jouer dans la construction d'un avenir plus pacifique.

www.international-alert.org

Ce rapport a bénéficié du soutien financier de l'Union européenne dans le cadre d'un projet de l'Institut interrégional de recherche des Nations unies sur la criminalité et la justice (UNICRI). Les points de vue exprimés dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'Union européenne, des Nations unies et de l'UNICRI.

© International Alert 2018
Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, déposée dans un système de recherche ni transmise sous toute autre forme ou moyen – électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre – sans pleine attribution.
Mise en page : www.NickPurserDesign.com
Photo de couverture : © Robert Harding/Alamy

SI LES VICTIMES DEVIENNENT BOURREAUX

Facteurs contribuant à la vulnérabilité et à la résilience à l'extrémisme violent au Sahel central

JUIN 2018

« L'extrémisme violent bouleverse les vies de millions de personnes au Sahel. Cependant, les réponses principalement militaires proposées jusqu'à présent pour réduire la violence, ont au contraire miné la résilience des communautés. Cette étude renforce l'analyse qui a mis en évidence la montée de l'extrémisme violent au Sahel, et propose des recommendations pour les gouvernements et les acteurs internationaux afin de renforcer une résolution pacifique de la crise. »

MARCO SIMONETTI, DIRECTEUR RÉGIONAL AFRIQUE DE L'OUEST, INTERNATIONAL ALERT

Remerciements

Ce rapport a été rédigé par Luca Raineri, chercheur post-doctorant à la Scuola Superiore Sant'Anna de Pise (Italie), consultant pour International Alert.

Les équipes de recherche locales ayant contribué à l'étude sur le terrain étaient composées de : Yida Diall et Nouhoum Diallo (Mali) ; Oumarou Makama et Amadou Boubacar (Niger) ; Youssouf Ba et Assane Diallo (Burkina Faso).

Cette étude a été coordonnée par Marco Simonetti, directeur régional Afrique de l'Ouest pour International Alert, qui a mené des entretiens à Bamako, Ouagadougou et Niamey. Chiara Galletti, Henri Myrttinen, Marco Simonetti, Ndeye Sow et Louisa Waugh ont veillé à la qualité des travaux de recherche tout au long du processus.

Table des matières

Liste des acronymes 6

Résumé 7

1. L'embrasement du Sahel central et la question peule : histoire et contexte 8

1.1 Le Sahel central, un espace unitaire transfrontalier 9
1.2 La montée de l'extrémisme violent au Sahel central 10
1.3 Comprendre pour mieux agir 12

2. Méthodologie 13

2.1 Cadre conceptuel 14
2.2 Hypothèses de recherche 16
2.3 Unité d'analyse et sources des données 18
2.4 Traitement des données 19

3. Analyse comparative des facteurs contribuant à l'extrémisme violent au Sahel central 22

3.1 Facteur 1 : Conflit autour de l'accès aux ressources naturelles, un problème de gouvernance 23
3.2 Facteur 2 : Mobiles matériels et économiques, pauvreté et appât du gain : gagner du respect compte plus que gagner de l'argent 27
3.3 Facteur 3 : De la corruption à la violence physique, l'impact de la mauvaise gouvernance sur l'extrémisme violent 30
3.4 Facteur 4 : La radicalisation idéologique : « l'idéologie n'y est pour rien » 36
3.5 Facteur 5 : Derrière l'apparence de la polarisation interethnique 40
3.6 Facteur 6 : La cohésion intra-ethnique renforce la résilience 42
3.7 Facteur 7 : Les rapports sociaux de genre encouragent indirectement l'embrigadement des jeunes 44

4. Conclusions 48

5. Recommandations 51

Liste des acronymes

AQMI	Al-Qaeda au Maghreb islamique
CMFPR	Coordination des mouvements et fronts patriotiques de résistance
DDR	Désarmement, démobilisation, réintégration
EIGS	État islamique au Grand Sahara
FC-G5S	Force conjointe G5 Sahel
FDS	Forces de défense et de sécurité
FLM	Front de libération du Macina
GATIA	Groupe armé Tuareg Imghad et Alliés
ERL	Équipe de recherche locale
MAA	Mouvement arabe de l'Azawad
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali
MNLA	Mouvement national de libération de l'Azawad
MSA	Mouvement du salut de l'Azawad
MUJAO	Mouvement pour l'unicité de l'Azawad en Afrique de l'Ouest
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies

Résumé

Les groupes armés s'inspirant du djihadisme qui se sont installés dans les régions du Sahel central ont représenté un choc perturbateur des équilibres fragiles des communautés locales. Face à ce phénomène, ces dernières ont réagi de différentes façons, allant du rejet à l'attraction. Axée sur la jeunesse peule dans les régions de Mopti (Mali), du Sahel (Burkina Faso) et de Tillabéri (Niger), cette étude analyse les facteurs qui permettent d'expliquer la vulnérabilité ou alors la résilience des populations face à la montée de l'extrémisme violent.

L'adoption d'une approche comparative permet de vérifier la pertinence et la généralité des résultats de recherche sur toute l'étendue des régions étudiées, afin de fournir une compréhension plus ample du phénomène complexe de l'extrémisme violent au Sahel central. En ce sens, la présente étude capitalise les résultats des recherches antérieures sur le sujet, dont elle offre une revue critique à l'aune d'un riche apparat de nouvelles données qualitatives récoltées auprès des communautés peules vivant au front, et qui sont dès lors victimes tant de l'extrémisme violent que des réponses des acteurs nationaux et internationaux au terrorisme et à l'extrémisme violent.

Une conclusion ressort clairement de ces résultats : l'extrémisme violent au Sahel central semble répondre bien davantage à des problématiques locales spécifiques qu'à des logiques globales, et le lien avec le djihadisme international est plus rhétorique que pratique. Au sein d'États fragiles, il est évident que beaucoup de facteurs peuvent influencer le comportement d'une jeunesse démunie et marginalisée face au choix de l'extrémisme violent. Cependant, cette étude confirme que le facteur le plus décisif est l'expérience (ou la perception) d'abus et d'exactions commis par les autorités gouvernementales. Ceci constitue dès lors le seul véritable clivage entre vulnérabilité et résilience au Sahel central. À l'inverse, elle démontre que l'apaisement des communautés, la reconnaissance sociale du rôle des jeunes hommes et des jeunes femmes et l'atténuation des tensions liées aux rapports sociaux et de genre contribuent à renforcer la résilience des populations.

Ces constats obligent à s'interroger sur les stratégies à mettre en place pour endiguer l'extrémisme violent au Sahel central. Face à la perte de confiance des populations dans les forces de défense et de sécurité, le « tout sécuritaire » est voué à l'échec, car l'exacerbation des conflits et la vulnérabilité croissante des populations entraînent une demande de protection, que les extrémistes violents mobilisent pour renforcer leur enracinement social. Dans ce contexte, le déploiement de la Force conjointe G5 Sahel, soutenu financièrement et politiquement par les partenaires internationaux des pays sahéliens, risquerait sérieusement d'aller à l'encontre de ses ambitions de réduction de la violence, et au contraire de porter préjudice à la stabilisation régionale et au bien-être des populations. La reconstruction du lien de confiance entre des populations marginalisées et des gouvernements considérés comme abusifs demande aux partenaires des pays concernés de soutenir et prioriser la redevabilité des États et des forces de sécurité envers les citoyens, l'accès à la justice, notamment à la justice transitionnelle, la réforme de la gouvernance dans un sens inclusif, un meilleur encadrement des forces armées et la promotion de l'emploi des jeunes, y compris à travers la migration. La possibilité d'une expansion ultérieure de l'extrémisme violent au Sahel central étant énorme, la communauté internationale ne peut pas se permettre de faire les mauvais choix.

Jeunes Peuls revenant d'être allés chercher de l'eau, Mali.
PHOTO : © FRANS LEMMENS/ALAMY

1. L'embrasement du Sahel central et la question peule : histoire et contexte

Depuis 2015, la région du Sahel central est en proie à une crise sécuritaire aiguë qui s'accompagne de la montée en puissance de discours et de pratiques de l'extrémisme violent. Face à l'inquiétude croissante des populations et des décideurs politiques, aussi bien nationaux qu'internationaux, l'endiguement de ces phénomènes nécessite une compréhension approfondie des causes et des dynamiques qui les influencent pour pouvoir identifier les réponses les plus pertinentes.

1.1 Le Sahel central, un espace unitaire transfrontalier

Le Sahel central comprend la zone limitrophe à l'arc que le fleuve Niger forme entre les villes de Ségou au Mali, et de Niamey au Niger, et qui couvre approximativement les régions administratives de Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et Ménaka au Mali, du Sahel au Burkina Faso, et de Tillabéri au Niger. Malgré les divisions politiques et administratives, la continuité du contexte environnemental a contribué à façonner l'unité et la cohérence de cette région, favorisant l'émergence d'un mode de vie commun. Celui-ci est lié à l'exploitation des ressources naturelles pour l'élevage de transhumance, l'agriculture, mais aussi le maraîchage, la pêche et la chasse. On retrouve dès lors les mêmes groupements socioprofessionnels et ethniques à travers tout le Sahel central, avec une forte présence de populations liées aux activités pastorales telles que les Peuls (qui sont majoritaires dans les régions de Mopti et du Sahel) et les Touaregs (notamment dans les régions de Tombouctou, Ménaka et de Tillabéri), mais aussi d'agriculteurs sédentaires comme les Bambaras (région de Ségou), les Dogons (région de Mopti) et les Songhaï/Zermas (régions de Gao et de Tillabéri), de pêcheurs comme les Bozos et de chasseurs comme les Dozos.

Figure 1 : Carte du Sahel central

Bien que parfois complexe, la coexistence de ces groupes remonte à des siècles, et l'identité du Sahel central a été façonnée à travers l'histoire par plusieurs entités politiques qui s'y sont ancrées bien avant la colonisation, telles que l'Empire Songhaï au XV^{e}-XVI^{e} siècle, et l'Empire de Macina au XIX^{e} siècle. Ces expériences ont conféré au Sahel central une histoire partagée (bien que contestée), des traditions et règles communes, ainsi qu'une appellation identique à travers les frontières et les époques : ce que les observateurs externes nomment aujourd'hui « Sahel central », et que les populations locales désignent sous le nom de région du Liptako-Gourma[1].

À travers l'ensemble du Sahel central, l'empreinte des États demeure très faible, et dans le quotidien des populations ce sont des réseaux sociaux non étatiques les pourvoyeurs d'identité, de reconnaissance et de services sociaux de base. Suite aux indépendances des États sahéliens, la perméabilité des frontières a comblé par le bas ce que la fragmentation de l'héritage postcolonial n'a pas pu institutionnaliser par le haut : sur les quelque 500 km de frontière entre Bénéna (Mali-Burkina) et Andéramboukane (Mali-Niger), seulement 5 postes de contrôle ont été répertoriés, dont deux ne sont plus du tout opérationnels depuis le déclenchement de la crise malienne en 2012. En effet, aujourd'hui nombre de rapports ont fait état des importantes relations transfrontalières qui subsistent dans la région du Sahel central, en matière de perceptions sécuritaires[2], de mémoires collectives[3] et de trafics en tous genres[4].

1.2 La montée de l'extrémisme violent au Sahel central

En 2012, la partie malienne du Sahel central a été presque entièrement occupée par le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), un groupe armé à dominance touarègue revendiquant l'indépendance du nord du Mali. Face aux exactions perpétrées en toute impunité par les Touaregs et leurs alliés, le Mouvement pour l'unicité du jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO, acronyme français du *Jamat Tawhid Wal Jihad Fi Gharbi Ifriqiyyah*) s'est aussitôt proposé en protecteur des intérêts de différents groupes dans la région. Affichant une ambition politique fédératrice et multiethnique au nom du salafisme armé, le MUJAO a notamment bénéficié de l'apport des riches marchands et trafiquants arabes de la région[5], ainsi que de nombreuses recrues en provenance du centre et du nord du Mali et du Niger, dont particulièrement des milices communautaires peules d'autodéfense[6]. À la suite de l'éviction du MNLA de Gao à l'été 2012, l'emprise du MUJAO s'est étalée le long de la majeure partie de la bande malienne du Sahel central, approximativement de Koro à Labbezanga, favorisant ainsi le débordement des dynamiques sécuritaires et l'alignement des enjeux.

Début 2013, la mission militaire française Serval a repoussé les différents groupes djihadistes sévissant au Nord-Mali, dont le MUJAO. Alors que l'attention des acteurs nationaux et internationaux se concentrait sur la résolution de la crise dans le nord du pays, une « question peule » a commencé à se déclarer au centre du Mali.

1. Le nom Liptako-Gourma n'est pas entièrement étranger à la terminologie administrative, comme l'atteste la création d'une Autorité de développement intégré de la région du Liptako-Gourma regroupant le Mali, le Niger et le Burkina Faso depuis 1970. Cependant, la présente étude retiendra le nom de Sahel central par simplicité.
2. Danish Demining Group (DDG), Évaluations des risques sécuritaires aux frontières. Région du Liptako-Gourma : Mali, Burkina et Niger, Copenhague, juillet 2014.
3. Raleigh, C. et Dowd, C., Governance and conflicts in Sahel's 'ungoverned spaces', Stability: International Journal of Security & Development, 2(2), 2013.
4. Lacher, W., Organized crime and conflict in the Sahel-Sahara region, The Carnegie Papers, New York, septembre 2012 ; Briscoe, I., Crime after jihad: Armed groups, the state, and illicit business in post-conflict Mali, Clingendael report, La Haye, mai 2014.
5. Lacher, W., Challenging the myth of the drug-terror nexus in the Sahel, WACD background paper 4, Accra, septembre 2013.
6. Thiam, A., Centre du Mali : Enjeux et dangers d'une crise négligée, Centre for Humanitarian Dialogue, Genève, mars 2017.

Plusieurs dynamiques entrelacées y ont contribué : premièrement, les forces de défense et de sécurité (FDS) de retour dans la région de Mopti ont souvent fini par faire l'amalgame entre appartenance ethnique et alignement idéologique, en soupçonnant la communauté peule dans son ensemble de complicité avec les islamistes du MUJAO. En effet, des organisations de tutelle des droits de l'homme ont fait état de cas d'abus, de délit de faciès et de stigmatisations – notamment à l'encontre des populations peules – ayant entaché la reprise du contrôle du territoire par les forces armées maliennes[7].

Deuxièmement, le recours à la violence a entraîné une remise en question de la structure sociale peule, traditionnellement très hiérarchisée : des conflits et des règlements de comptes se sont dès lors manifestés entre les bergers qui avaient pris les armes pour se protéger et des chefferies coutumières soucieuses de réaffirmer leur statut au sein des communautés en révolte, et en même temps de reconstituer leur capital de confiance vis-à-vis de l'État malien.

Troisièmement, les pourparlers de paix pour la résolution de la crise au Nord-Mali ont favorisé l'implication des groupes armés à caractère ethnique, et ont exclu des acteurs associés au djihadisme, tels que le MUJAO, Ansar-Dine et AQMI (Al-Qaeda au Maghreb Islamique). L'impunité substantielle des milices issues de l'insurrection au Nord-Mali et l'impossibilité pour les Peuls d'accéder aux dividendes de paix ont donc ultérieurement exacerbé le sentiment d'abandon et le besoin d'autoprotection des Peuls du Mali central.

Au cours des années 2013 et 2014, le MUJAO a donc réussi à se réorganiser. Tout en renonçant au contrôle du territoire, il a fait preuve d'une capacité de nuisance considérable en revendiquant une série d'attaques meurtrières contre les forces armées maliennes et internationales, ainsi que contre des cibles civiles. À partir de janvier 2015, l'insécurité a commencé à se propager au centre du pays, puis aux pays limitrophes. Les régions de Ségou (Niono et Macina) et de Mopti (initialement à Ténénkou et Douentza, mais finalement aucun cercle ne sera épargné) ont été visées par une série d'attaques où les tensions ethniques, les revendications idéologiques et les règlements de comptes personnels s'entremêlaient. En mai 2015, le Front de libération du Macina (FLM, plus tard nommé Katibat Macina) du prêcheur peul Hamadoun Koufa a fait son apparition, avec la destruction du mausolée soufi de Sékou Amadou, fondateur de l'Empire peul du Macina. Les attaques attribuées à tort ou à raison au FLM se sont multipliées dans les mois suivants, et ont atteint leur apogée en août 2015 avec l'attaque à Sévaré, quartier général des forces internationales, qui a fait 12 victimes parmi le personnel de la MINUSMA.

De nombreuses attaques ont également eu lieu près des frontières avec le Burkina Faso. Les opérations antiterroristes menées dans cette zone, accompagnées par des ratissages d'envergure, auraient d'ailleurs poussé de nombreux Peuls à franchir la frontière. À partir de janvier 2016, et de plus en plus vers la fin de la même année, les différentes provinces de la région burkinabè du Sahel ont aussi été ciblées par des attaques perpétrées dans la plupart des cas par des combattants peuls[8]. Alors que les affrontements dont serait protagoniste le FLM ont continué de croître en nombre et en violence au Mali, avec de véritables massacres au printemps 2016[9], au Burkina Faso de nouveaux acteurs armés se sont déclarés : le mouvement Ansarul Islam du Malaam (« maître ») Ibrahim Dicko, ancien compagnon d'Hamadoun Koufa ; et l'État islamique au Grand Sahara (EIGS), mené par l'ancien responsable du MUJAO Adnan Abou Walid al-Saharaoui. Entre septembre et octobre

7. Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), Mali – la justice en marche, Paris, mars 2014 ; Human Rights Watch (HRW), Mali : La fragilité de l'État de droit et les abus mettent en péril la population, HRW Report, New York, avril 2015.
8. International Crisis Group (ICG), Nord du Burkina Faso : Ce que cache le jihad, Rapport Afrique, 254, Dakar/Bruxelles, 2017.
9. ICG, Mali central : La fabrique d'une insurrection ?, Rapport Afrique, 238, Dakar/Bruxelles, juillet 2016.

2016, ce dernier serait d'ailleurs le responsable d'une série d'attaques en territoire nigérien, et notamment dans la région de Tillabéri, visant des camps de réfugiés maliens. La « bâya » – ou déclaration d'allégeance – du groupe d'Adnan Abu Walid al-Sahraoui a été dès lors reconnue par le chef de l'État islamique d'Iraq et du Levant Abu Bakr Al-Baghdadi à partir de la fin de la même année.

Dans les mois et les années qui ont suivi, les attaques n'ont fait qu'augmenter aussi bien au Mali, qu'au Burkina Faso et au Niger, témoignant de l'emprise croissante des groupes armés actifs au Sahel central qui se réclament du salafisme armé. Dans ce cadre en évolution constante, il est extrêmement ardu de démêler les auteurs et les mobiles des attaques : les groupes armés changent rapidement de nom, de localisation, de configuration et d'alliances, et les frontières entre eux sont aussi poreuses que celles entre les États du Sahel central.

1.3 Comprendre pour mieux agir

Désormais durablement installés dans la région depuis au moins trois ans, les groupes extrémistes – avec leur sillage de violence – ont représenté un choc perturbateur des équilibres fragiles des communautés locales. Leur présence a bouleversé le paysage social et frappé les communautés soit directement, par des attaques armées, soit indirectement, non seulement par la présence constante et la menace qu'ils peuvent exercer sur les populations, mais aussi par l'attraction, en matière de services, de sources de revenus et de remplacement de l'État.

Alors que la conflictualité dans la région n'est aucunement nouvelle, son articulation dans un discours religieux appelant au djihad est loin d'être évidente. Dès lors, cette recherche vise à mieux comprendre et déterminer les causes ayant entraîné l'essor de l'extrémisme violent au Sahel central, et les réactions des communautés riveraines à ces phénomènes inédits. Plus particulièrement, on s'intéresse ici au rôle des jeunes hommes et jeunes femmes peuls, qui en sont à la fois les victimes, les cibles et les protagonistes. Devant la possibilité de renégocier leur place au sein d'une société hiérarchisée et gérontocratique, il est en effet urgent de reconnaître les facteurs qui contribuent à façonner la vulnérabilité ou, sinon, à renforcer la résilience de la jeunesse peule face à la montée de l'extrémisme violent au Sahel central.

Nous abordons également l'impact des stratégies de réponse à la crise mises en place par les acteurs nationaux et internationaux dans la région. La pleine opérationnalisation de la Force conjointe G5 Sahel (FC-G5S) est prévue à partir de 2018. Avec un soutien politique et économique majeur des acteurs internationaux, dont l'Union européenne, celle-ci vise à permettre une meilleure coordination des forces de défense et de sécurité des cinq pays du Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad) dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent ; son déploiement dans les régions ici prises en compte semble prioritaire.

En même temps, les objectifs déclarés du G5 Sahel dans les domaines du développement et de l'action humanitaire ont été progressivement écartés, en faveur d'une posture uniquement sécuritaire. Bien que motivée par le contexte d'urgence, une réponse superficielle et hâtive, qui ne repose pas sur une analyse solide des conflits et sur une évaluation approfondie des conditions sur le terrain, n'est pas adaptée à la complexité des défis de la crise au Sahel central, et risque au contraire d'aggraver les problèmes, d'exacerber les tensions et d'augmenter la vulnérabilité des populations face à l'extrémisme violent. La présente étude s'engage dès lors à décrypter les enjeux pour aider les acteurs concernés à identifier des solutions adaptées et réalistes.

Des éleveurs vendant leurs bêtes à un marché aux bestiaux hebdomadaire, Burkina Faso.
PHOTO: © IRENE ABDOU/ALAMY

2. Méthodologie

Quels sont les facteurs contribuant à façonner la vulnérabilité et la résilience à l'extrémisme violent des jeunes Peuls dans les régions de Mopti (Mali), du Sahel (Burkina Faso) et de Tillabéri (Niger) ?

L'extrémisme violent au Sahel a suscité une attention croissante de la communauté politique et scientifique au cours des dernières années. Dès lors, la présente étude n'est pas la seule ni la première à avoir examiné ces phénomènes. Se voulant soucieuse du respect des réalités du terrain, elle a affiné son approche méthodologique afin de se rapprocher de la réalité des phénomènes qu'elle prétend décrire. Dès lors, son cadre conceptuel n'est pas simplement importé (voire imposé) abstraitement de l'extérieur, mais il a été constamment vérifié et adapté sur la base des échanges avec les communautés cibles.

2.1 Cadre conceptuel

Extrémisme violent

Le concept d'extrémisme violent est loin de faire consensus. Malgré son emploi récurrent, il garde en effet un degré considérable d'ambiguïté, en raison de l'absence d'une définition universellement acceptée. L'extrémisme violent, au même titre que le terrorisme, ne fait pas l'objet d'un encadrement univoque au sein du droit international. Le Plan d'action du Secrétaire général de l'ONU[10] observe en effet que « l'extrémisme violent est un phénomène multiforme, qui échappe à toute définition claire ». Son emploi en tant que catégorie scientifique fait aussi l'objet de contestations : la notion d'extrémisme violent relève plus des pratiques politiques et sécuritaires du contre-terrorisme que des exigences de précision du discours savant[11]. Surtout, la plupart des études sur l'extrémisme violent sont façonnées sur des dynamiques propres à l'Europe[12] et la réitération des cadres d'analyse importés risque de perdre de vue le caractère éminemment local de tout processus de radicalisation[13]. La terminologie de l'extrémisme violent n'a pas forcément d'équivalent dans les discours et les pratiques des acteurs qu'elle prétend décrire.

Notre recherche confirme que ceci est particulièrement le cas au Sahel : dans la région de Tillabéri, les communautés les plus exposées aux actions des groupes armés se réclamant du djihadisme ignorent ce que le concept d'extrémiste violent désigne, mais comprennent immédiatement lorsque l'appellation de « Al-Qaeda » est employée (alors que, remarquablement, les groupes actifs dans la zone sont censés avoir prêté allégeance à l'État islamique). Dès lors, la plupart des acteurs institutionnels nigériens rencontrés ont spontanément tenu à souligner l'inadaptation des concepts d'extrémisme violent et de radicalisation. Au Burkina Faso, on parle plutôt de « Irchad » (allusion à l'association qu'Ibrahim Dicko dirigeait avant la prise des armes), ou de groupes armés en général.

Au Mali, par contre, la notion de groupes armés fait référence aux mouvements signataires de l'Accord d'Alger (Accord pour la paix et la réconciliation au Mali), à savoir les groupes armés qui, en théorie, ont coupé tout lien avec le djihadisme armé (mais que, cependant, certains représentants du gouvernement malien n'hésitent pas à qualifier d'extrémistes, voire de terroristes). Pour désigner la nébuleuse des groupes que l'on pourrait qualifier d'extrémistes violents, les communautés de la région de Mopti se servent plutôt de la notion prudemment ambiguë de « gens de la brousse », qui dénote à la fois une prise de distance et un refus de jugement de valeur.

Par souci de simplicité et d'aisance dans l'exposition, cette étude retiendra la notion d'extrémisme violent, sans guillemets, telle que discutée et retenue par l'équipe des chercheurs, à savoir en tant que synonyme de groupe armé djihadiste. La conscience de ses limites invite néanmoins à une vigilance critique et à une attitude sobre quant à son emploi, spécialement à propos du contexte sahélien. Comme l'ont d'ailleurs souligné des chercheurs sahéliens, l'absence d'une définition claire de la notion d'extrémisme violent est non seulement incompatible avec le principe de légalité, mais ouvre la voie à des atteintes aux droits humains : des régimes autoritaires peuvent en effet profiter de cette ambiguïté pour essayer de délégitimer des adversaires politiques. Les exemples de ce genre de dérives abondent à travers le Sahel.

10. Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Sur les chemins de l'extrémisme violent en Afrique, New York, septembre 2017.
11. Kundnani, A., Radicalisation: The journey of a concept, Race and Class, 54(2), 2012.
12. Macaluso, A., From countering to preventing radicalization through education: Limits and opportunities, The Hague Institute for Global Justice Working Paper 18, La Haye, octobre 2016.
13. Coolsaet, R., All radicalisation is local. The genesis and drawbacks of an elusive concept, Egmont Paper 84, Bruxelles, octobre 2016.

Radicalisation

Le concept de radicalisation vise à expliquer le processus menant des individus à embrasser des doctrines qui contestent radicalement le statu quo. La Commission européenne s'en est notamment inspirée en 2005 pour la rédaction du rapport « Combattre les facteurs qui contribuent à la radicalisation violente », afin d'aboutir à une meilleure compréhension des causes profondes de l'extrémisme violent en tant que phénomène social. Au même titre que le concept d'extrémisme violent, celui de « radicalisation » est récusé par les communautés qu'il est censé décrire comme étant un label occidental, quelque peu stigmatisant, inadapté aux réalités locales. Dans les régions étudiées, en effet, le terme d'idéologie « radicale » est mal compris et prête à confusion. Les différents courants du salafisme, qui représentent le référentiel général de la notion de radicalisation religieuse, sont désignés de façons différentes en fonction des pays : sunnites ou wahhabites au Mali, izalistes au Niger, et « Irchad » (du nom de l'association d'Ibrahim Dicko) au Sahel burkinabè. Ces courants sont généralement opposés à l'Islam « traditionnel » (soufi, maraboutique, confrérique) d'inspiration malékite ayant imprégné les discours et pratiques religieuses de la région. Cette dichotomie a fait l'objet de contestations virulentes[14], et ne peut garder aujourd'hui qu'une valeur analytique et idéale typique. Plus généralement, il a été montré que l'idée d'une opposition entre un islam « noir » tolérant et pacifique et un islam « arabe » foncièrement intransigeant et violent n'est qu'une construction coloniale dépourvue de toute valeur scientifique[15].

Vulnérabilité vs résilience

Par vulnérabilité et résilience, on entend capturer ici les deux polarités opposées d'une palette de réactions possibles, allant respectivement de l'engagement actif et du recrutement volontaire au sein des groupes extrémistes violents, d'une part, jusqu'à l'aptitude à résister à toute sorte d'adhésion aux discours et aux pratiques des groupes extrémistes violents, de l'autre. L'attraction, la coopération volontaire, l'exacerbation des conflits déclinés en termes religieux, l'engagement et le recrutement au sein de ces groupes sont autant d'indices de vulnérabilité. Inversement, l'isolement de ces groupes, le non-enracinement social de leur message et la capacité à gérer les conflits pacifiquement sont autant d'indicateurs de la résilience des communautés.

Dans ce cadre, il importe de remarquer que la vulnérabilité, au même titre que la résilience, ne fait pas allusion à une attitude passive et victimiste, mais implique une démarche active et volontariste face à une option devenue présente et accessible dans la vie des communautés : celle de faire le choix de rejoindre des groupes extrémistes violents. L'embrigadement volontaire et le recrutement au sein de tels groupes représentent dès lors un indicateur du taux de vulnérabilité – ou, en cas d'absence, de résilience – des communautés face à l'extrémisme violent sévissant dans la région. L'accent sur le passage à l'acte – le fait de rejoindre un groupe armé – prend en compte les nombreuses difficultés d'analyser et de mesurer la radicalisation sous l'angle purement idéologique, telles qu'observées dans la littérature scientifique[16], et rejoint les études les plus récentes sur ce même sujet[17].

14. Amselle, J-L., Islams africains : La préférence soufie, Paris : Le Bord de l'Eau, 2017.
15. ICG, Islam et politique au Mali : Entre réalité et fiction, Rapport Afrique, 248, Dakar/Bruxelles, 2017a ; Lecocq, B., Distant shores: A historiographic view on Trans-Saharan space, Journal of African History, 56(1), 2015.
16. Macaluso, A., From countering to preventing radicalization through education: Limits and opportunities, The Hague Institute for Global Justice Working Paper 18, La Haye, octobre 2016 ; Pellerin, M., Les trajectoires de radicalisation religieuse au Sahel, Notes de l'IFRI, Paris, février 2017.
17. PNUD, Sur les chemins de l'extrémisme violent en Afrique, New York, septembre 2017.

Jeunesse

Le concept de jeunesse est foncièrement élastique, relationnel et changeant selon les contextes. Dans les régions et pays étudiés, les textes de loi et les traditions s'accordent pour dire que l'âge de la jeunesse se situe entre 0 et 35 ans. Par conséquent, pour connaître l'avis des « jeunes » cette recherche s'est adressée à des personnes âgées de moins de 36 ans. Il convient néanmoins de remarquer que dans ce contexte la notion de « jeunesse » récuse une compréhension trop rigide. Au-delà du seuil numérique, au sein des sociétés hiérarchiques du Sahel central la frontière entre jeunesse et âge adulte se définit aussi par le statut social, la situation conjugale ou l'encadrement professionnel d'une personne. Typiquement, un homme est reconnu comme un adulte à partir du moment où son travail lui permet de s'installer chez lui, de se marier et de devenir chef de famille, ce qui à son tour l'autorise à participer à la prise de décision au sein du village. En même temps, la réalisation sociale appartient par défaut à certaines catégories ou « castes » (les guerriers) et n'est que très difficilement atteignable pour d'autres (les anciens esclaves). Les femmes peuvent aussi souffrir d'une situation de minorité à perpétuité vis-à-vis des hommes, et leur statut évolue à travers les étapes du mariage et de la maternité, qui contribuent à la respectabilité sociale des femmes. En ce sens, l'anthropologie sahélienne fait référence à la notion de « cadets sociaux »[18] rassemblant tous ceux dont le statut n'est que faiblement reconnu. Récemment, le chômage, la croissance démographique et le recours à la violence ont entraîné une remise en question généralisée des statuts sociaux et des classes d'âge ainsi définies.

2.2 Hypothèses de recherche

Les études existantes ont posé une base d'analyse permettant de formuler un certain nombre d'hypothèses de départ à propos des facteurs contribuant à la résilience ou à la vulnérabilité des jeunes hommes et jeunes femmes peuls exposés à l'extrémisme violent au Sahel.

De nombreuses analyses soulignent l'importance des conflits aigus liés à l'accès aux ressources naturelles en baisse au Sahel central, qui offrent un terreau favorable à toute sorte d'instrumentalisation idéologique[19]. Sous-jacentes à ces tensions, certains auteurs estiment que les polarisations interethniques et communautaires (entre éleveurs et agriculteurs, ou entre éleveurs) ont un rôle prépondérant[20], alors que d'autres soulignent l'importance des conflits intra-ethniques, opposant les chefferies propriétaires du foncier aux cadets sociaux qui sont marginalisés[21].

Comme les populations du Sahel central, et la jeunesse en particulier, sont très largement affectées par le chômage, le sous-emploi, et la pauvreté en général, les mobiles purement économiques – « l'appât du gain » – sont souvent évoqués pour expliquer l'adhésion opportuniste aux groupes extrémistes violents[22]. L'emprise idéologique est aussi une hypothèse à prendre en compte, notamment dans un contexte caractérisé par la crise

18. Sangaré, B., Le Centre du Mali : Épicentre du djihadisme ?, Note d'analyse du GRIP, Bruxelles, mai 2016.
19. Bagayoko, N., Ba, B., Sangaré, B. et Sidibé, K., Gestion des ressources naturelles et configuration des relations de pouvoir dans le centre du Mali : Entre ruptures et continuité, ASSN, Bamako, juin 2017 ; Djontu, H. et Gatelier, K., Conflit au Nord-Tillabéri : Analyse du conflit des ressources naturelles – Le transfrontalier au cœur de l'analyse et de l'action, Modus Operandi, Niamey, mai 2017.
20. McGregor, A., The Fulani crisis: Communal violence and radicalization in the Sahel, CTC Sentinel, 10(2), 2017.
21. Sangaré, B., Le Centre du Mali : Épicentre du djihadisme ?, Note d'analyse du GRIP, Bruxelles, mai 2016 ; Thiam, A., Centre du Mali : Enjeux et dangers d'une crise négligée, Centre for Humanitarian Dialogue, Genève, mars 2017.
22. Tinti, P., The jihadi from the block, Foreign Policy, 19 mars 2013.

de l'éducation publique, la perte de légitimité des cultes traditionnels et la montée en puissance des discours islamistes radicaux, tels que le salafisme, le wahhabisme ou l'izalisme[23]. D'autres études ont illustré l'importance de la demande de protection des populations marginalisées face aux (perceptions d') abus perpétrés par les acteurs armés – étatiques ou pas – et le manque de réaction de la part des autorités[24].

Finalement, il convient d'approfondir l'impact des tensions liées à la construction des rôles sociaux et des genres (accès au mariage, attentes communautaires, idéal de masculinité et de féminité, crise du système patriarcal, etc.) dans la propension des jeunes – aussi bien hommes que femmes – à rejoindre les groupes armés, comme l'ont démontré certaines études menées à ce sujet dans d'autres régions d'Afrique[25]. Le tableau 1 résume les hypothèses évoquées ci-dessus en autant de facteurs potentiellement en mesure d'expliquer la tendance vers la vulnérabilité ou la résilience face à l'extrémisme violent.

Encadré 1 : Les facteurs explicatifs potentiels

1. Conflits autour de l'accès aux ressources naturelles
2. Mobiles matériels et économiques, pauvreté et appât du gain
3. Réaction à la mauvaise gouvernance :corruption, harcèlement, impunité, violence arbitraire
4. Radicalisation idéologique
5. Polarisation interethnique
6. Polarisation intra-ethnique
7. Rapports sociaux de genre

Alors que toutes ces hypothèses ont un certain degré de plausibilité, les études existantes ne sont pas en mesure de rendre compte des relations mutuelles entre ces différents facteurs (qui peuvent se contredire), du poids relatif de chacun (qui peut être aussi nul en certains cas), ainsi que de leur degré d'adaptation et de généralité au niveau de l'espace sahélien dans son ensemble. Autrement dit, elles ne semblent pas prendre suffisamment en compte des problèmes potentiels d'équifinalité, de causalité multiple et d'asymétrie.

L'adoption d'une approche de recherche s'inspirant – avec les adaptations opportunes – de l'analyse qualitative comparée (QCA) vise à combler ces lacunes, de sorte à valoriser les études existantes en passant au crible leurs résultats sur la base de nouvelles données de proximité. Cette méthodologie se prête en effet à expliquer la variation des résultats dans des ensembles de cas similaires et limités, face à des phénomènes tels que la violence politique[26]. C'est précisément dans sa nature de recherche « de deuxième niveau » que réside la force particulière des résultats qui sont ici présentés. Cette étude s'efforce donc d'introduire un cadre d'enquête pour A) évaluer la pertinence de chacune des hypothèses ci-dessus évoquées dans le contexte sahélien ; B) discriminer entre l'importance relative de chacun des facteurs explicatifs potentiels ; C) identifier similitudes et divergences dans les différentes régions étudiées.

23. Arnaud, C., Jeunesses sahéliennes : Dynamiques d'exclusion, moyens d'insertion, AFD Notes Techniques 15, Paris, mars 2016 ; Kepel, G., 2005, The roots of radical Islam, Londres : Saqi Books.
24. Théroux-Bénoni, L-A. et Assanvo, W., Jeunes 'djihadistes' au Mali : Guidés par la foi ou par les circonstances ?, Institute for Security Studies, Note d'analyse 89, Dakar, août 2016 ; ICG, Nord du Burkina Faso : Ce que cache le jihad, Rapport Afrique, 254, Dakar/Bruxelles, 2017 ; PNUD, Sur les chemins de l'extrémisme violent en Afrique, New York, septembre 2017.
25. Interpeace, Au-delà de l'idéologie et de l'appât du gain : Trajectoires des jeunes vers les nouvelles formes de violence en Côte d'Ivoire et au Mali, Rapport de recherche participative de l'IMRAP, Abidjan, octobre 2016 ; Ndung'u, I. et Salifu, U., The role of women in violent extremism in Kenya, Institute for Security Studies, East Africa Report 12, Nairobi, mai 2017.
26. Brady, H. et Collier, D., Rethinking social inquiry: Diverse tools, shared standards, Oxford : Rowman & Littlefield Publishers, 2004.

2.3 Unité d'analyse et sources des données

La vulnérabilité ou la résilience à l'extrémisme violent sont des phénomènes ancrés dans les relations intersubjectives. Dès lors, elles ne sauraient se réduire à des dynamiques purement individuelles, implantées uniquement dans la psychologie du sujet et détachées de son contexte social. Face à l'extrémisme violent, la vulnérabilité ou la résilience sont des propriétés qui appartiennent à la communauté, plus qu'aux individus : d'où le choix de la présente étude de choisir les villages et les communautés comme unités d'analyse de la pertinence de chaque facteur. Cela permet d'ailleurs de s'écarter d'une compréhension pathologique et stigmatisante des phénomènes étudiés, en faveur d'une approche éthique et rigoureuse à la recherche. Pour chaque village, il s'est donc agi de déterminer, à l'aide des données de terrain, la pertinence de chaque facteur, et finalement si, dans le village observé, c'est plutôt la résilience ou la vulnérabilité à l'extrémisme violent qui prévaut.

Les données de terrain ont été recueillies par des équipes de recherche locales (ERL), composées d'un chercheur principal et d'un assistant pour chaque pays, chacun ayant une très bonne maîtrise du terrain en ce qui concerne les origines, l'accès à des facilitateurs locaux et la maîtrise de la langue fulfulde (tous les chercheurs étaient des Peuls). Dans chacune des régions concernées par l'étude (région de Mopti au Mali, région du Sahel au Burkina Faso, région de Tillabéri au Niger), les ERL ont ciblé quatre villages, dont Boni, Konna, Yorbou et Ouro Guerou au Mali ; Arrayel, Firgindi, Gargassa et Soffokel au Burkina Faso ; Petel Polli (Tinfitawan), Daya Peul, Boni Peul et Tchourkoundi au Niger. Les critères permettant l'identification des villages comprennent un certain nombre d'indicateurs, évalués à partir de l'expertise des chercheurs locaux, de l'expérience de terrain d'International Alert, de la littérature disponible, consacrée notamment à l'exposition aux phénomènes de l'extrémisme violent, et de la variabilité des tendances présumées à la vulnérabilité ou à la résilience, afin de garantir le contrôle des résultats. Autrement dit : l'extrémisme violent est une réalité présente dans tous les villages étudiés, mais seulement dans certains d'entre eux on constate le ralliement volontaire des jeunes Peuls.

Dans chaque village, les ERL ont mené des focus groups avec les représentants (entre 5 et 10 pour chaque focus group) de trois groupes cibles : A) population générale, différentes classes d'âge, sexe, état civil, position sociale, ethnicité, confondus ; B) jeunes hommes peuls, notamment bergers ; C) femmes, notamment peules[27]. Les focus groups ont visé à mieux dégager les dynamiques collectives implicites et à saisir les relations intersubjectives permettant de renseigner les indicateurs de pertinence des différents facteurs explicatifs. Afin d'affiner les informations disponibles et de favoriser la triangulation des observations, les ERL ont aussi mené des entretiens individuels avec des personnes-ressources locales (représentants des chefferies, des administrations locales, des forces de défense et de sécurité, des groupes armés, des extrémistes violents, de la société civile, de la jeunesse et des femmes)[28]. D'autres entretiens ont été conduits par les chercheurs principaux dans les capitales (Bamako, Ouagadougou et Niamey), avec notamment des décideurs politiques, des acteurs du secteur de la sécurité, des journalistes, des intellectuels, des diplomates et des représentants de

27. La présence d'une médiatrice locale a été parfois sollicitée afin de faciliter le déroulement des focus groups ciblant les femmes. Alors que cette étude a voulu attacher une attention considérable à l'influence des rapports de genre dans l'essor de l'extrémisme violent, la collecte de données dans ce domaine a été particulièrement complexe.
28. Dans la majorité des cas, les focus groups et entretiens individuels menés par les ERL se sont déroulés dans les villages des ressortissants. L'accès de proximité à des sources primaires difficilement joignables en raison des contraintes de sécurité représente certainement l'un des atouts majeurs de cette étude. Le professionnalisme des ERL, le bon degré d'acceptation d'International Alert au sein des communautés et l'adoption d'un protocole de sécurité agréé avec l'organisation ont permis de maximiser la sécurité de tous les participants. Dans quelques cas, il a été préféré de mener les activités de recherche en dehors des zones de combats, dans des endroits garantissant des meilleures conditions relatives à la transparence des échanges, au devoir de diligence des enquêteurs et à la sécurité des ERL.

la communauté internationale (ONU, ONG, bailleurs), et des membres de la société civile nationale. L'étude de terrain, toutes sources confondues, s'est déroulée entièrement entre décembre 2017 et janvier 2018. Au total, cette étude s'assoit sur une base empirique de 36 focus groups (3 focus groups X 4 villages X 3 pays), chacun comptant entre 5 et 10 participants, et 54 entretiens individuels (14 au Mali, 16 au Burkina Faso, 24 au Niger). L'analyse comparative de ces données qualitatives vise à permettre d'identifier les facteurs essentiels, suffisants ou nécessaires pour déterminer la vulnérabilité ou bien la résilience des communautés peules du Sahel central exposées à l'extrémisme violent.

2.4 Traitement des données

Les informations ainsi récoltées sont traitées en fonction d'une grille d'analyse s'inspirant de l'analyse qualitative comparée. En même temps, le souci de valoriser la richesse des données qualitatives de proximité a suggéré l'introduction d'adaptations pour ajuster au mieux le cadre méthodologique aux besoins et aux thèmes spécifiques de cette étude. Compte tenu de l'importance des facteurs subjectifs et qualitatifs ici examinés, tels que les perceptions, les identités, les clivages sociaux, etc., l'étude de l'extrémisme violent représente un domaine particulièrement sensible aux problématiques bien connues de la solidité des analyses quantitatives à propos des phénomènes politiques dans des États fragiles[29]. On s'est dès lors écarté des rigidités formelles de l'analyse qualitative comparée et des méthodologies de calibrage indirectes.

Lors d'un atelier de restitution, les discussions entre les chercheurs ont permis d'attribuer une valeur allant de 0 à 2 en fonction de la pertinence de chaque facteur explicatif dans le contexte de chaque village (0 = facteur non présent ; 1 = présent, mais peu visible ; 2 = présent, visible et important)[30]. De même, pour chaque village il s'est agi de déterminer le niveau de vulnérabilité ou de résilience à l'extrémisme violent (R = résilient ; PV = partiellement vulnérable ; V = vulnérable) sur la base d'indicateurs communs[31]. Le caractère intersubjectif de cette démarche a permis de valoriser la contribution de l'expertise de chercheurs ayant des points de vue différents, et de minimiser ainsi le risque des biais potentiels dans la procédure de calibrage direct.

Le tableau synoptique 1a offre un récapitulatif des résultats ainsi obtenus. La richesse des hypothèses de recherche, d'un côté, et les limites objectives d'une étude réalisée dans des conditions d'accès particulièrement difficiles, de l'autre, manifestent une disproportion inévitable entre le nombre total de configurations logiques possibles (27=128) et la diversité limitée des cas réellement observés (12, équivalant à un peu moins de 10 %).

29. Jerven, M., Poor numbers. How we are misled by African development statistics and what to do about it, Ithaca : Cornell University Press, 2013.
30. Les critères spécifiques de calibrage pris en compte varient inévitablement en fonction des facteurs : 1) fréquence et intensité (nombre de victimes) des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles d'après les répondants ; 2) prévalence du chômage et sous-emploi chez les jeunes hommes et femmes avant le déclenchement (voire : indépendamment) du conflit, et degré de stigmatisation des chômeurs ; 3) fréquence de citations des FDS parmi les acteurs qui menacent la paix et la sécurité des communautés, fréquence de citations concernant les comportements des autorités perçus comme abusifs, intensité des vexations subies (nombre de victimes civiles) ; 4) présence d'imams radicaux, présence de structures éducationnelles alternatives, récurrence d'opinions favorables concernant l'application de la charia ; 5) fréquence de citations des autres groupes ethniques parmi les acteurs qui menacent la paix et la sécurité des communautés, fréquence et intensité (nombre de victimes) de conflits avec autres groupes ethniques ou milices communautaires ; 6) fréquence de citations par les jeunes concernant les comportements des autorités coutumières perçus comme abusifs, fréquence de référentiels identitaires citant des regroupements sous-ethniques ; 7) fréquence de citations de cas de femmes ayant rejoint directement, ou alors soutenu indirectement (accueil, discours, incitations), les groupes extrémistes violents.
31. R = aucun jeune du village ayant rejoint les groupes extrémistes violents ; PV = peu de jeunes (1-2) du village ayant supposément rejoint les groupes extrémistes violents, présence dans le village de formes rhétoriques de soutien aux acteurs extrémistes violents ; V = plusieurs jeunes du village ayant rejoint les groupes extrémistes violents, présence dans le village de formes rhétoriques et pratiques de soutien aux acteurs extrémistes violents.

En même temps, toutes les configurations empiriquement observées sont différentes, ce qui réduit la nécessité d'œuvrer à une réduction ultérieure au sein d'une table de vérité classique. Cette complexité se répercute sur les limites d'un domaine de recherche encore à ses débuts, invitant dès lors à limiter au maximum des postulats potentiellement hasardeux. Afin de permettre d'aboutir à des résultats significatifs et parcimonieux, ces constats ont suggéré l'adoption de deux choix stratégiques complémentaires pour adapter l'approche de la recherche aux réalités de terrain, dont on rend compte ici par souci de transparence : premièrement, la présente étude se concentre moins sur l'identification de configurations de causalité complexe que sur la recherche de facteurs singuliers particulièrement significatifs en tant que conditions nécessaires ou suffisantes influençant la vulnérabilité ou alors la résilience de jeunes Peuls du Sahel central dans les cas observés. Par conséquent, en deuxième lieu, la comparaison des résultats empiriques et des formules descriptives est ici privilégiée par rapport aux procédures numériques de minimisation algorithmique entraînant l'emploi des *logical reminders.*

En ce sens, les valeurs intermédiaires (1 et PV) permettent une interprétation nuancée des données de recherche. Cependant, ce sont les valeurs exclusives (0 et 2) dont l'analyse s'est particulièrement servie pour la détermination des conditions nécessaires et suffisantes conduisant à la vulnérabilité (V) ou alors à la résilience (R). Dès lors, la méthodologie ici suivie avoisine l'approche propre à l'analyse qualitative comparée binaire, sans pour autant reproduire mécaniquement les procédures standardisées de celle-ci. Pour renforcer la confiance dans les résultats ainsi obtenus, on s'est tenu à un seuil exigeant de cohérence pour l'identification de facteurs singuliers en tant que conditions nécessaires et/ou suffisantes de vulnérabilité ou de résilience, en adoptant les définitions suivantes.

Encadré 2 : Définitions utilisées pour déterminer si les facteurs sont des conditions nécessaires et/ou suffisantes à la vulnérabilité et à la résilience à l'extrémisme violent

- Un facteur explicatif (F1, F2, F3, …) est une condition nécessaire à la vulnérabilité si à chaque fois que le résultat V se produit dans les cas observés le facteur est clairement présent (valeur 2).
- Un facteur explicatif (F1, F2, F3, …) est une condition nécessaire à la résilience si à chaque fois que le résultat R se produit dans les cas observés le facteur est clairement absent (valeur 0).
- Un facteur explicatif (F1, F2, F3, …) est une condition suffisante à la vulnérabilité si à chaque occurrence des cas observés où le facteur est clairement présent (valeur 2) le résultat V se produit.
- Un facteur explicatif (F1, F2, F3, …) est une condition suffisante à la résilience si à chaque occurrence des cas observés où le facteur est clairement absent (valeur 0) le résultat R se produit.

La minimisation de l'emploi de procédures formelles rigides permet ainsi de mieux intégrer dans le traitement et l'interprétation des données la diversité empirique des contextes enquêtés, et invite à considérer les résultats de cette étude avec les critères de souplesse, richesse de détails et spécificité contextuelle propre de la recherche qualitative.

Tableau 1 : Tableau synoptique des résultats de l'étude

Village	Pays	F1	F2	F3	F4	F5	F6	F7	Profil
Boni	Mali	2	1	2	2	2	2	2	PV
Konna	Mali	2	1	1	1	1	1	2	PV
Yorbou	Mali	2	1	2	1	2	0	1	V
Ouro Guérou	Mali	2	1	2	2	2	2	2	V
Arrayel	Burkina Faso	0	1	2	1	0	2	1	V
Firgindi	Burkina Faso	1	1	2	1	0	1	1	PV
Gargassa	Burkina Faso	0	1	1	0	0	0	0	R
Soffokel	Burkina Faso	0	0	1	0	0	0	0	R
Petel Polli	Niger	2	2	2	0	2	0	2	V
Daya Peul	Niger	1	1	0	1	1	0	0	R
Boni Peul	Niger	2	2	2	1	1	0	0	V
Tchourkoundi	Niger	0	2	1	0	2	0	1	PV

Tableau 2 : Focus sur les villages vulnérables

Village	Pays	F1	F2	F3	F4	F5	F6	F7	Profil
Yorbou	Mali	2	1	2	1	2	0	1	V
Ouro Guérou	Mali	2	1	2	2	2	2	2	V
Arrayel	Burkina Faso	0	1	2	1	0	2	1	V
Petel Polli	Niger	2	2	2	0	2	0	2	V
Boni Peul	Niger	2	2	2	1	1	0	0	V

Tableau 3 : Focus sur les villages résilients

Village	Pays	F1	F2	F3	F4	F5	F6	F7	Profil
Gargassa	Burkina Faso	0	1	1	0	0	0	0	R
Soffokel	Burkina Faso	0	0	1	0	0	0	0	R
Daya Peul	Niger	1	1	0	1	1	0	0	R

Femmes peules à la Cure salée, un festival célébrant la fin de la saison des pluies, Niger.
PHOTO : © ALICE MUTASA/ALAMY

3. Analyse comparative des facteurs contribuant à l'extrémisme violent au Sahel central

Face à des hypothèses différentes et parfois contradictoires, une meilleure compréhension des facteurs qui façonnent la résilience ou la vulnérabilité à l'extrémisme violent chez les jeunes hommes et femmes peuls au Sahel central permet d'identifier des pistes d'action pour renforcer la résilience des communautés. Les paragraphes suivants discutent du mérite de chacun de ces facteurs et de leur capacité à offrir une explication exhaustive de la plus ou moins grande tendance des populations cibles à la vulnérabilité ou à la résilience face à l'extrémisme violent. Des réponses nuancées s'imposent. En effet, tous les facteurs explicatifs pris ici en compte ne sont pas répartis de la même façon dans chacun des villages examinés, et tous les villages, bien que pareillement exposés au phénomène de l'extrémisme violent, ne présentent pas le même degré de vulnérabilité ou de résilience.

3.1 Facteur 1 : Conflit autour de l'accès aux ressources naturelles, un problème de gouvernance

Les agencements rythmiques des saisons des pluies, des crues du fleuve Niger et des rotations des mouvements de transhumance des troupeaux, ont traditionnellement déterminé l'équilibre fragile entre les différents modes de vie et de subsistance des populations du Sahel central. La compétition pour l'accès à l'eau et aux pâturages n'a pas manqué de susciter des conflits, typiquement entre éleveurs, ou entre éleveurs nomades et agriculteurs sédentaires. Le changement climatique et la pression démographique n'ont fait qu'aggraver ces dynamiques. Cependant, loin d'être déterminés mécaniquement par des facteurs « naturels », les conflits violents semblent surgir notamment en raison des défaillances des systèmes de gouvernance et de résolution des litiges concernant la gestion des ressources naturelles[32]. Cela pourrait expliquer les différences très marquées quant à la pertinence de ce facteur dans les trois pays, pourtant exposés aux mêmes tendances climatiques et démographiques. Les conflits autour de l'accès aux ressources naturelles sont en effet très fortement présents dans la région de Mopti, moyennement ressentis dans la région de Tillabéri, et presque complètement absents au Sahel burkinabè.

La compréhension des différents systèmes de gouvernance des ressources naturelles est dès lors incontournable. Les différences de peuplement et de superpositions de traditions légales contribuent à expliquer les divergences observées dans les trois régions. Dans la région burkinabè du Sahel, et notamment dans la province du Soum, les Peuls représentent la très grande majorité de la population, et leurs chefs coutumiers, les djowros, exercent une gestion incontestée du foncier : les conflits sont réglés de façon généralement pacifique et consensuelle parce que la gouvernance traditionnelle n'est pas remise en cause.

L'impunité complète ayant fait suite aux nombreux vols de bétail réalisés depuis au moins vingt ans par les Daoussakhs, de chaque côté de la frontière avec le Mali, est souvent citée comme étant à l'origine de la frustration profonde des Peuls, et de leur demande – insatisfaite – de protection.

Au Niger, c'est l'inverse : alors que les Peuls se considèrent comme les « premiers occupants » de la région de Tillabéri, les terres ne leur appartiennent pas, et des conflits autour des terres et des ressources naturelles les opposent souvent aux agriculteurs zermas et aux éleveurs touaregs de la tribu des Daoussakhs qui ont une mainmise de fait le foncier. Comme le droit coutumier n'est pas univoque et engendre des incompréhensions, les Peuls de la région de Tillabéri sont plus enclins que ceux des autres pays à référer leurs griefs en justice. Pourtant, les Peuls des villages étudiés estiment que la justice les pénalise systématiquement, en raison de la corruption des juges et des connivences des autres ethnies avec les appareils administratifs. L'impunité complète ayant fait suite aux nombreux vols de bétail réalisés depuis au moins vingt ans par les Daoussakhs, de chaque côté de la frontière avec le Mali, est souvent citée comme étant à l'origine de la frustration profonde des Peuls, et de leur demande – insatisfaite – de protection. Face aux hésitations de l'État, le sentiment d'abandon et la perte progressive de confiance vis-à-vis des autorités ont poussé des Peuls à prendre les armes pour se protéger par eux-mêmes.

Cet élément représente une spécificité notable de la région de Tillabéri par rapport au reste du Niger. Dans d'autres régions, la présence des autorités et l'adoption relativement prompte de mesures efficaces (contrôle

32. Ce qui confirme ce que d'autres études scientifiques ont attesté depuis longtemps (voir par exemple Homer-Dixon, T., Environmental scarcities and violent conflict: Evidence from cases, International Security, 19(1), 2012 ; Benjaminsen, T., Alinon, K., Buhaug, H. et Buseth J., Does climate change drive land-use conflicts in the Sahel?, Journal of Peace Research, 49(1), 2012).

du territoire, *rule of law*, balisage des terres, etc.) ont permis d'endiguer rapidement des épisodes bien plus importants de violences communautaires autour de l'accès aux ressources naturelles. Plus récemment, le conflit au Mali a ultérieurement aggravé ces dynamiques, car l'insécurité entrave la mobilité des troupeaux et dès lors aiguise les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles. En effet plus à l'est, où les frontières nigériennes offrent un espace de décompression et de mobilité plus grand, il semble que les mêmes tensions se dissipent et que les conflits soient plus sporadiques.

C'est dans la région de Mopti que la compétition pour le contrôle de l'accès à la terre et à l'eau a engendré les conflits les plus violents, dont la gravité est reconnue par la totalité des répondants des quatre villages. La gouvernance coutumière des ressources naturelles et du foncier dans le centre du Mali découle du système de la Dina mis en place par l'empire peul de Macina de Sékou Amadou au XIX^{e} siècle. Depuis, la maîtrise de trente espaces pastoraux est attribuée aux djowros issus d'un nombre restreint de familles de la noblesse peule.

Le processus de modernisation a par la suite remis en cause cette organisation sociale : les droits coutumiers ont été largement ignorés dans le droit malien, pendant que les stratégies de développement s'orientaient nettement en faveur du secteur agricole. Cependant, la décentralisation initiée au début des années 1990 a progressivement associé au pouvoir les chefs coutumiers, y compris les familles des djowros, afin de renforcer l'emprise de Bamako sur des régions périphériques faiblement gouvernées. L'hybridation des réseaux clientélistes au pouvoir, ainsi que les décalages entre le droit coutumier et le droit positif – qui par exemple n'admettent pas la même notion de propriété foncière– ont fini par entraîner la remise en question de la légitimité des autorités aussi bien publiques que coutumières[33]. L'insécurité provoquée par la crise de 2012 n'a fait qu'exacerber ces tensions préexistantes, avec la précarisation ultérieure des titres fonciers, l'implosion des mécanismes de règlement des différends et l'explosion des conflits violents.

Face aux tensions explosives dans les trois pays, les groupes extrémistes violents, lorsqu'ils parviennent à maîtriser le territoire, sont souvent perçus par les populations comme une force capable de rétablir l'ordre et la loi. Car même la brutalité expéditive de la charia mise en place par les djihadistes semble être préférable à l'impunité corrompue découlant de l'anarchie et de la mauvaise gouvernance. Dans les territoires qu'ils contrôlent, en effet, les groupes djihadistes s'inspirent d'une interprétation rudimentaire de la loi islamique pour trancher les différends, assurer le suivi et la mise en place des « arrêts », punir les coupables et compenser les victimes. Face aux défaillances de l'État, les djihadistes sont appréciés pour la gratuité, l'honnêteté, la rapidité et l'efficacité de leur « justice », quitte à verser dans l'intimidation et la cruauté : « Les conflits liés à l'accès aux ressources sont en train de diminuer, parce que les gens de la brousse ont pris les choses en main et qu'ils tranchent en équité. Aujourd'hui on a peur même de discuter entre nous[34] ». D'après les témoignages recueillis à titre d'exemple, les groupes extrémistes violents ont imposé aux djowros de réduire considérablement les frais d'accès aux pâturages pour les éleveurs ; ils protègent le bétail, assurent le respect des règles de la transhumance, mais n'hésitent pas à punir par des exécutions sommaires toute désobéissance, voire toute tentative d'objection. Ainsi, les personnes interrogées de Yorbou affirment que « les conflits fonciers sont très fréquents. Ceci est dû à l'injustice des autorités, qui entraîne des règlements de comptes et des vengeances. Mais aujourd'hui les djihadistes veulent revenir sur tous les jugements inéquitables rendus par la justice malienne[35] ».

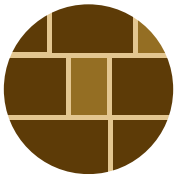
Car même la brutalité expéditive de la charia mise en place par les djihadistes semble être préférable à l'impunité corrompue découlant de l'anarchie et de la mauvaise gouvernance.

33. Van Veen, E., Goff, D. et Van Damme, T., Beyond dichotomy: Recognising and reconciling legal pluralism in Mali, Clingendael Report, La Haye, octobre 2015.
34. Focus group à Yorbou.
35. Focus group à Yorbou.

Figure 2 : Certaines typologies de conflits violents autour de l'accès aux ressources naturelles

Agriculteurs – éleveurs (Mopti)

Depuis la Dina, les terres appartiennent traditionnellement aux Peuls



Les agriculteurs Dogons ou Bambaras empruntent des terres

Les agriculteurs s'installent durablement

Après des décennies, le droit coutumier oral ne permet pas de trancher en justice

Conflits

Éleveurs – éleveurs (Mopti)

Tensions entre Peuls et Touaregs pour l'accès aux mêmes zones de pâturage

Conquête du cercle de Douentza pa le MNLA en 2012. Razzias

Les Peuls prennent les armes pour se protéger, certains rallient le MUJAO

Les FDS de retour font l'amalgame entre Peuls et djihadistes

Les exactions des FDS poussent les Peuls à s'armer contre l'État

Éleveurs – éleveurs (Tillabéri)

Vols de bétail transfrontaliers opposant les Daoussakhs aux Peuls

Conflits au Mali, perte de contrôle de l'État et/ou intégration des ex-combattants daoussakhs

Impunité des vols de bétail

Les Peuls prennent les armes pour se protéger, certains rallient le MUJAO

À Ouro Guerou, les membres autoproclamés des groupes djihadistes assurent que « l'application du Coran empêche la violence dans la communauté. Quand la main d'un seul voleur sera coupée, à Ouro Guerou personne n'osera voler encore[36] ».

Des propos similaires ont été entendus au Niger, par exemple dans le village de Petel Polli : « L'adhésion des jeunes Peuls aux groupes armés a quelque part permis de sécuriser les éleveurs de la zone et leurs familles… Avant les djihadistes, il y avait beaucoup de conflits [avec les Touaregs pour le vol du bétail, et avec les Zermas pour l'accès aux ressources naturelles] et les djihadistes ont rassemblé des jeunes de toutes les ethnies pour combattre les Touaregs. Les Peuls n'ont plus peur des Touaregs et des Zermas[37]. » L'enracinement social de ces pratiques entraîne un véritable risque de désaffection progressive des populations envers la gouvernance étatique, dont le souvenir est largement négatif. Le retour de l'État peut donc susciter plus de résistance que d'enthousiasme, à moins qu'un processus inclusif de refondation du lien de confiance ne soit entrepris.

« L'adhésion des jeunes Peuls aux groupes armés a quelque part permis de sécuriser les éleveurs de la zone et leurs familles… Avant les djihadistes, il y avait beaucoup de conflits [avec les Touaregs pour le vol du bétail, et avec les Zermas pour l'accès aux ressources naturelles] et les djihadistes ont rassemblé des jeunes de toutes les ethnies pour combattre les Touaregs. Les Peuls n'ont plus peur des Touaregs et des Zermas. »

Ces observations ne permettent pourtant pas de conclure que la présence de conflits non réglés autour de l'accès aux ressources naturelles représente une condition nécessaire ou suffisante pour déterminer la plus grande vulnérabilité ou résilience des communautés face à l'extrémisme violent dans l'ensemble des contextes analysés. En effet, certains villages du Burkina Faso, tels qu'Arrayel, ont montré un fort degré de vulnérabilité tout en étant épargnés par des conflits fonciers violents. En revanche, aucun contexte résilient n'affiche un niveau élevé de conflictualité autour de l'accès aux ressources naturelles. Dès lors, la bonne gouvernance des ressources naturelles serait un facteur contribuant à la résilience des communautés face à l'extrémisme violent, même si en soi non suffisant.

Certaines bonnes pratiques déjà mises en place dans les pays et régions étudiés pourraient renforcer cette tendance : le balisage des terrains, des parcelles et des frontières, tel que réalisé dans certaines régions du Niger, a limité le déchaînement des conflits fonciers ; de même, les formations dispensées par des ONG locales aux populations des régions du Sahel et de Tillabéri ont facilité l'appropriation et la compréhension des règles, aussi bien coutumières que formelles, régissant l'accès aux ressources naturelles ; et surtout, les exemples du Niger et tout récemment du Mali montrent que les lois foncières et pastorales ont plus de chances d'être adoptées, comprises, soutenues et mises en place si elles sont issues d'un parcours inclusif – et non purement technocratique – aboutissant à la sécurisation des titres coutumiers.

Résumé : Conflit autour de l'accès aux ressources naturelles

	Vulnérabilité	Résilience
Condition nécessaire	Non	Non
Condition suffisante	Non	Non

36. Entretien avec un djihadiste d'Ouro Guerou.
37. Focus group à Petel Polli.

3.2 Facteur 2 : Mobiles matériels et économiques, pauvreté et appât du gain : gagner du respect compte plus que gagner de l'argent

Les pays du Sahel central sont parmi les plus pauvres du continent. Le chômage et le sous-emploi touchent une grande partie des populations, dont la jeunesse. La précarité des conditions de vie entraîne le risque de marginalisation sociale, car sur la base des normes sociales en vigueur, l'absence de moyens empêche les jeunes hommes de se marier et d'accéder au seuil symbolique de l'âge adulte. Dès lors, l'appât du gain facile est souvent cité comme l'une des stratégies des groupes extrémistes violents pour rallier à leur cause, ne serait-ce que de façon opportuniste, une jeunesse déshéritée et révoltée. Cependant, un lien de causalité entre mobiles économiques et vulnérabilité à l'extrémisme violent est loin d'être clairement établi. Les résultats de cette étude montrent que dans certains cas les mobiles économiques peuvent être un facteur contribuant à la vulnérabilité de la jeunesse à l'extrémisme violent, sans être pour autant déterminant. Encore une fois, des analyses nuancées s'imposent face aux divergences observées dans les trois régions d'investigation.

L'embrigadement dans les groupes extrémistes violents peut fournir une solution à de telles ambitions, où la quête de reconnaissance l'emporte sur l'opportunisme.

Dans la région de Mopti, la pauvreté et le chômage ont occupé une place prioritaire dans les préoccupations sécuritaires des populations avant même le déclenchement de la crise au Sahel central[38]. Dans la plupart des villages étudiés, le chômage touche en effet plusieurs centaines d'individus, et il constitue une source de stigmatisation sociale très marquée. Les perspectives d'emploi qui s'offrent aux jeunes varient : traditionnellement le petit commerce, ou alors le jardinage et le maraîchage pour les jeunes filles, et l'élevage destiné à la vente pour les jeunes hommes. Abstraction faite des aléas du conflit, si ces activités permettent généralement de subvenir aux besoins matériels des jeunes hommes et des jeunes filles, parfois même confortablement, elles ne confèrent toutefois pas non plus une véritable respectabilité sociale conformément aux normes traditionnelles en vigueur. Cela peut facilement susciter chez les jeunes hommes un désir de remise en cause de l'organisation économique et morale de la société. L'embrigadement dans les groupes extrémistes violents peut fournir une solution à de telles ambitions, où la quête de reconnaissance l'emporte sur l'opportunisme.

Lors des entretiens, les djihadistes autodéclarés ont été les seuls à admettre que les jeunes hommes chômeurs ne sont pas des « bandits », des « bons à rien », ou des « voyous », mais des malheureux qui méritent de l'aide[39]. En revanche, une telle solidarité n'ouvre pas la voie vers l'enrichissement personnel immédiat. Les principales ressources des groupes extrémistes violents de la région de Mopti sont issues des impôts de protection prélevés auprès de la population, des butins de guerre et des apports des partenaires d'Al-Qaeda[40] : cela peut permettre d'accéder à des biens individuels (moto, armes), voire parfois à un salaire de subsistance à même de garantir un statut, mais pas l'accumulation d'une grosse fortune.

38. DDG, Évaluations des risques sécuritaires aux frontières. Région du Liptako-Gourma : Mali, Burkina et Niger, Copenhague, juillet 2014 ; Tobie, A., A fresh perspective on security concerns among Malian civil society, SIPRI Insights on Peace and Security, 2/2017, Stockholm, juillet 2017.
39. Entretiens avec des djihadistes d'Ouro Guerou.
40. Depuis mars 2017, la plupart des groupes armés djihadistes peuls de la région de Mopti, dont notamment le FLM, ont prêté allégeance à Al-Qaeda, sous le commandement du chef d'Ansar-Dine Iyad Ag Ghali. Le réseau d'Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) dispose d'importants moyens financiers en raison de son implication dans l'économie des trafics et des kidnappings (Lacher, W., Organized crime and conflict in the Sahel-Sahara region, The Carnegie Papers, New York, septembre 2012 ; Daniel, S., Les mafias du Mali, Paris : Descartes et Cie, 2014), et l'on peut s'imaginer que les différents partenaires du réseau d'AQMI bénéficient désormais d'une partie de ces ressources pour alimenter leurs actions.

D'après les personnes interrogées, les risques encourus et l'éloignement de la société ne permettent pas de jouir d'une existence aisée et prospère. En revanche, tous les répondants concèdent que le ralliement au sein des groupes armés signataires de l'Accord d'Alger[41] offre l'occasion de satisfaire toute sorte de cupidité, car cela équivaut à un blanc-seing pour s'adonner à toute sorte de braquage, brigandage, vol et autre trafic, et retourner dans son village sans risque d'être inquiété par les forces de sécurité. En d'autres termes, la prise des armes aux côtés des groupes extrémistes violents apporte plus de respect que d'argent.

Dans la région du Sahel burkinabè, si les communautés se doutent que le ralliement aux différents acteurs armés s'accompagne occasionnellement de quelques luxes, elles ne cautionnent pas pour autant l'acquisition des biens par les armes et la violence, même dans les villages les plus exposés à l'extrémisme violent. Elles tendent dès lors à exclure la pertinence des mobiles opportunistes dans ce contexte, d'autant plus que d'autres activités beaucoup moins risquées – telles que l'orpaillage ou la migration – offrent une plus grande rentabilité.

Dans la région de Tillabéri, la jeunesse est encore plus touchée par la pauvreté et le chômage que dans les autres régions. D'après un administrateur local, « le Nord [-Tillabéri] est une zone abandonnée par l'État où tous les services sont absents, les gens meurent de soif, ils boivent les eaux des mares souillées par leurs animaux[42] ». L'insécurité n'a fait qu'aggraver les choses, car les entraves à la mobilité, l'état d'urgence et l'éloignement des ONG ont ultérieurement réduit les perspectives économiques (à l'exception peut-être du village de Daya qui bénéficie de la proximité du chef-lieu d'Ayorou). L'interdiction de rouler en moto, par exemple, a privé de nombreux jeunes de leur seule source de revenus.

Cette situation représente, aux yeux des communautés locales, un facteur déterminant pour expliquer l'attrait de l'extrémisme violent sur la jeunesse : « Le chômage des jeunes est un problème majeur dans notre communauté, les emplois se font rares… C'est le mobile principal de l'adhésion des jeunes aux groupes armés[43] » ; « la majorité des jeunes de Boni [Peul, dans la région de Tillabéri] n'a pas d'activité productive, beaucoup ne font rien. Ils n'ont rien et en plus ils sont très pauvres. C'est ce qui motive certains à se tourner vers les groupes armés et vers le grand banditisme qui sévit dans le nord du pays, à quelques kilomètres de Boni. Les gens savent où se trouvent les recruteurs et les repaires des djihadistes. L'extrémisme violent est une idée qui attire les jeunes chômeurs[44] ».

« *La majorité des jeunes de Boni [Peul, dans la région de Tillabéri] n'a pas d'activité productive, beaucoup ne font rien. Ils n'ont rien et en plus ils sont très pauvres. C'est ce qui motive certains à se tourner vers les groupes armés et vers le grand banditisme qui sévit dans le nord du pays, à quelques kilomètres de Boni.* »

Pourtant, les groupes extrémistes violents présents dans la zone de Tillabéri ne disposent pas de moyens économiques importants. Si en 2012 le MUJAO pouvait bénéficier des dividendes des trafics en tous genres qu'il contribuait à organiser, l'EIGS d'Abu Walid Al-Saharaoui aurait au contraire du mal à se positionner dans l'économie des trafics, de loin la plus rentable de la région, du fait de son isolement politique et géographique. Dès lors, le ralliement au sein des groupes extrémistes violents pour les jeunes hommes de la région de Tillabéri n'ouvrirait pas la voie à des primes considérables ni même à des

41. Ceux-ci comprennent les groupes armés admis aux pourparlers de paix, dont certains ont signé l'Accord d'Alger dès le départ, et d'autres qui se sont constitués par la suite. Parmi ceux qui sont actifs dans la région de Mopti (mais aussi dans une moindre mesure dans la région de Tillabéri) figurent notamment le MNLA, le GATIA (Groupe Armé Tuareg Imghad et Alliés), le MAA (Mouvement Arabe de l'Azawad), le MSA (Mouvement du Salut de l'Azawad) et le CMFPR (Coordination des Mouvements et Fronts Patriotiques de Résistance).
42. Entretien avec l'autorité locale, Petel Polli.
43. Focus group à Petel Polli.
44. Focus group à Boni Peul.

salaires fixes, mais seulement à des « moyens » (armes, moto, carburant) dont la valeur est moins économique que symbolique et statutaire. Il s'agit, en d'autres termes, de « bénévolat, mais avec des gratifications[45] », qui sont en soi suffisantes pour susciter l'admiration des jeunes filles et le désir d'émulation d'une partie des jeunes hommes désœuvrés : « Avoir des armes confère un prestige certain : les jeunes des villages sont très influencés par les jeunes bandits armés qui circulent à moto, bien habillés et bien nourris. Les jeunes éleveurs les envient beaucoup en admirant leur apparence[46] ».

Pour les jeunes éleveurs l'adhésion aux groupes extrémistes violents, si elle ne donne pas de garantie d'enrichissement facile, permet tout au moins de protéger le petit capital familial – le bétail – contre les vols et les razzias des bandits et des autres communautés.

Pour les jeunes hommes chômeurs de la région de Tillabéri, donc, le ralliement aux groupes extrémistes violents répond à deux logiques : d'une part, il offre une chance de rachat social à une jeunesse désœuvrée, sans emploi et sans perspectives, qui se sent inutile à soi et aux autres, et qui « pour donner un sens à sa vie est prête à s'allier même au diable[47] ». En d'autres termes, c'est le sentiment d'être fondamentalement surnuméraire à la société qui stimule le désir de reconnaissance sociale et le goût de l'aventure des jeunes hommes. D'autre part, pour les jeunes éleveurs l'adhésion aux groupes extrémistes violents, si elle ne donne pas de garantie d'enrichissement facile, permet tout au moins de protéger le petit capital familial – le bétail – contre les vols et les razzias des bandits et des autres communautés. C'est pour cela que dans la région de Tillabéri, contrairement aux autres régions, ceux qui ont pris les armes sont généralement admirés pour leur bravoure et sont accueillis en héros quand ils retournent au village. Cela entraîne des dynamiques ancrées dans la construction sociale des genres : les jeunes hommes partis « au front » peuvent faire l'orgueil de leurs mères et susciter les applaudissements des jeunes filles. Il s'ensuit que dans ces deux cas de figure, la simple cupidité en vue de l'enrichissement personnel offre une compréhension trop réductrice des mobiles économiques à l'œuvre.

Il ressort de ces observations qu'en règle générale, les mobiles économiques et matériels tels que les possibilités d'enrichissement et l'appât du gain ne sont pas un moteur déterminant pour expliquer la vulnérabilité à l'extrémisme violent de la jeunesse du Sahel central. En revanche, l'absence de griefs économiques et la sécurisation de l'accès à l'emploi représenteraient une condition suffisante pour garantir la résilience des jeunes face à l'extrémisme violent. Bien que les conditions difficiles du Sahel central ne permettent de fonder cette observation que sur un nombre très restreint de cas, le résultat de la présente étude rejoint les conclusions d'autres travaux, contribuant ainsi à corroborer la validité et la généralité de ces déductions.

Ceci atteste l'importance stratégique des politiques de développement adéquates pour prévenir l'essor de l'extrémisme violent au Sahel central. Alors que dans l'immédiat, l'insécurité menace l'adoption et la mise en place de projets ambitieux et durables, nombre d'interlocuteurs ont insisté sur le fait que l'orpaillage et la migration (nationale, régionale et internationale) peuvent renforcer la résilience des communautés de façon significative. Les données de terrain suggèrent en effet que « prendre la route » peut représenter aux yeux des jeunes une alternative valable à « prendre les armes », et cela aussi bien en matière de revenu que de respectabilité sociale. Comme le remarque une femme de Tchourkoundi : « Je choisirais le métier de migrant pour mon mari, en tenant compte du contexte actuel je préférerais mille fois qu'il parte ailleurs travailler à la sueur de son front que de

45. Entretien avec un cadre peul, Niamey.
46. Entretien avec un cadre peul, Ayorou.
47. Entretien avec un acteur humanitaire international, Niamey.

le laisser intégrer ces groupes armés[48]. » Pourtant, l'obstruction croissante des voies migratoires et la criminalisation des conduites risquent de laisser peu d'autres solutions. La communauté internationale devrait mieux choisir ses batailles et ses priorités pour éviter de soutenir des politiques incohérentes.

« Je choisirais le métier de migrant pour mon mari, en tenant compte du contexte actuel je préférerais mille fois qu'il parte ailleurs travailler à la sueur de son front que de le laisser intégrer ces groupes armés. »

Résumé : Mobiles matériels et économiques, pauvreté et appât du gain

	Vulnérabilité	Résilience
Condition nécessaire	**Non**	**Non**
Condition suffisante	**Non**	✓ ***Oui (absence de)***

3.3 Facteur 3 : De la corruption à la violence physique, l'impact de la mauvaise gouvernance sur l'extrémisme violent

La révolte face à des comportements des autorités perçus comme injustes ou abusifs est la cause la plus fréquemment citée par des (« anciens ») combattants pour justifier leur ralliement aux groupes extrémistes violents africains[49]. Au Sahel central, aussi, les abus dont les autorités étatiques se seraient rendues responsables ont entraîné des frustrations que l'impunité récurrente a exacerbées ultérieurement. Les extrémistes violents ont profité de ces défaillances pour fustiger la « mauvaise gouvernance » et la « corruption » des États, afin d'inciter les populations à se révolter et à demander la mise en place d'un modèle politique et social alternatif, inspiré de la charia.

Les résultats de cette étude montrent que la pertinence de ce facteur au Sahel est absolument centrale. La légitimité des institutions s'est fortement détériorée du fait de la mauvaise gouvernance généralisée, dont témoignent entre autres les nombreux cas de corruption, trafics illégaux et détournement de fonds, y compris des fonds de l'aide internationale au développement, qui après avoir été négligemment distribués par les partenaires du Mali ont fini par alimenter des réseaux opaques[50]. D'après des acteurs de la société civile nigérienne, « les

48. Entretien avec une femme leader, Tchourkoundi.
49. International Alert, Ils nous traitent tous comme des djihadistes, Note d'analyse, Londres, decembre 2016 ; Théroux-Bénoni, L-A. et Assanvo, W., Jeunes 'djihadistes' au Mali : Guidés par la foi ou par les circonstances ?, Institute for Security Studies, Note d'analyse 89, Dakar, août 2016 ; PNUD, Sur les chemins de l'extrémisme violent en Afrique, New York, septembre 2017.
50. Bergamaschi, I., The fall of a donor darling: The role of aid in Mali's crisis, The Journal of Modern African Studies, 52(3), 2014.

trafiquants de drogue, c'est les députés et les ministres[51] ». La corruption qui gangrène les prestations des services publics forge les relations au quotidien entre les populations et l'État, et alimente ainsi les frustrations. La mainmise des réseaux clientélistes entrave l'accès des jeunes à l'emploi dans la fonction publique et fustige la méritocratie. Tandis que des richesses colossales s'accumulent autour des cercles du pouvoir ayant un meilleur accès à l'économie mondiale, la malnutrition affecte structurellement plusieurs millions d'individus au Sahel. Contrairement au passé, pourtant, il s'agit désormais moins d'un problème de disponibilité que d'accès, et la perception d'un cataclysme naturel laisse progressivement la place à celle d'une injustice sociale.

Face à de tels abus, les populations ont complètement perdu confiance dans la capacité des institutions à rendre une justice efficace, impartiale et respectueuse. L'impunité galopante redouble le sentiment d'impuissance. Dans la région de Mopti, la perception que la justice est « vendue aux enchères[52] » et « au service des riches[53] » est partagée dans la totalité des villages étudiés, notamment chez les jeunes[54]. Les moyens limités dont dispose le secteur de la justice sont à l'origine de nombreux dysfonctionnements et retards. Ces enjeux récurrents ont d'autant plus engorgé le système judiciaire suite à l'adoption d'une législation criminelle assez floue sur la définition du terrorisme, ainsi que de mesures excessivement restrictives dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et souvent adoptées avec le soutien des partenaires internationaux des pays sahéliens. L'insécurité légale double dès lors la précarité des conditions de travail des tribunaux. Cette situation encourage certains à « huiler les rouages » des tribunaux pour assurer le traitement prioritaire et favorable de leurs dossiers. Par ailleurs, l'aisance relative des Peuls et la honte sociale attachée à l'emprisonnement offrent aux représentants de la loi de juteuses occasions de s'adonner au racket et aux extorsions.

« La partialité de la justice et l'impunité créent plus de frustrations que le djihadisme. »

Les personnes interrogées au Burkina Faso insistent à ce propos sur le fait que « l'État doit mener de véritables enquêtes avant de pointer les gens du doigt ou de les emprisonner. Aujourd'hui tu te fais humilier facilement parce que tu es considéré comme un homme de la brousse et assimilé par conséquent aux malfaiteurs... La réalité est que les gens de l'administration veulent tous construire de grandes maisons, donc ils abusent de leur pouvoir et ruinent les gens[55] ». La rentabilité des postes dans le public dans les régions du Sahel central est désormais notoire. Comme le résume un responsable de la société civile nigérienne : « La partialité de la justice et l'impunité créent plus de frustrations que le djihadisme[56]. »

51. Entretien avec des acteurs de la société civile nigérienne, Niamey.
52. Focus group à Konna.
53. Focus group à Boni.
54. Ceci d'ailleurs ne fait que corroborer les résultats unanimes des études récentes sur le sujet (Afrobaromètre, Le citoyen, l'État et la corruption, Rapport de Sikasso, Sikasso, juin 2013 ; Hague Institute for the Internationalisation of Law (HIIL), Les besoins des Maliens en matière de justice : vers plus d'équité, HIIL policy report, La Haye, septembre 2014 ; Stiftung, F.E., Enquête d'opinion : Que pensent les Maliens ?, Mali-Mètre 7, Bamako, décembre 2015).
55. Focus group à Gargassa.
56. Entretien avec un responsable de la société civile, Niamey.

Encadré 3 : Les djihadistes « justiciers » face à l'injustice de la justice

De nombreux exemples attestent qu'au Sahel central l'extrémisme violent se nourrit de la volonté d'en découdre avec un système jugé injuste et corrompu. En 2016, par exemple, une attaque djihadiste à la prison de Niono, au Mali, a permis l'évasion de plusieurs dizaines de présumés terroristes dont l'arrestation avait été effectuée lors d'opérations massives de ratissages, peu scrupuleuses des garanties constitutionnelles. En novembre 2017, le juge du tribunal de Niono a été enlevé à son domicile par des hommes armés. Quelques semaines plus tard, il est apparu dans une vidéo demandant à l'État d'entamer des pourparlers avec ses ravisseurs pour négocier l'échange de sa liberté avec celle des « combattants détenus par l'État ». D'après des observateurs locaux, l'enlèvement du juge de Niono aurait été expressément commandité par des communautés exaspérées des exactions incessantes qu'elles subissent : « C'est un corrompu, les gens étaient fatigués, et ils ont demandé aux terroristes de l'emporter[57]. »

La relation entre les populations et les forces de défense et de sécurité paraît encore plus problématique. Lors des entretiens et des focus groups, les communautés des trois régions ont rapporté d'innombrables cas de mauvais traitements, de violences abusives, d'arrestations arbitraires, d'extorsions et d'exécutions extrajudiciaires dont les FDS des trois pays se seraient rendues coupables. Les agents des eaux et des forêts sont unanimement pointés du doigt comme étant responsables de harcèlements, de mauvais traitements et de rackets, plus particulièrement au détriment des Peuls défavorisés. En même temps, le déploiement des FDS dans la lutte armée contre le terrorisme au Sahel central exacerbe un sentiment de suspicion généralisée qui entraîne des dérives dramatiques et sans précédent.

Dans la région de Mopti, les organisations des droits de l'homme ont rapporté des cas de tortures, de disparitions forcées et d'exécutions sommaires ayant impliqué des militaires[58], et en privé reconnaissent que « les violences sexuelles sont très nombreuses, mais elles demeurent sous-documentées parce que les gens ont peur de s'exprimer[59]. » Dans le Sahel burkinabè, face au choix du gouvernement de sécuriser le territoire par l'envoi massif de jeunes militaires sans expérience, les populations font état de « dérives et d'exactions à tout moment… Quand l'armée vient, elle ramasse tout le monde sans distinguer… S'ils te trouvent avec une arme, ils ne cherchent pas à comprendre, ils te considèrent comme un terroriste et tu risques de te faire buter sur-le-champ[60] ». D'après les témoignages recueillis, ceux qui ont perdu un proche dans le cadre de ces exécutions sommaires seraient très nombreux. Des ONG actives au Burkina Faso rapportent que « la réponse des autorités a été négative, elle a entraîné une augmentation de la violence et de la radicalisation. Les FDS burkinabès ont violé des femmes devant leurs maris et leurs fils, exécuté sommairement entre 25 et 75 personnes, quand d'autres ont été kidnappées. Même l'ONU a été obligée d'ouvrir une enquête sur ces épisodes, car maintenant les gens ont plus peur des FDS que des djihadistes[61] ».

Cette interprétation est confirmée également par des sources diplomatiques : « À Ouagadougou, on a du mal à prendre conscience que les représailles des FDS constituent l'un des principaux facteurs de l'essor de

57. Entretien avec un journaliste d'investigation, Bamako.
58. FIDH, Mali – la justice en marche, Paris, mars 2014 ; HRW, Mali : La fragilité de l'État de droit et les abus mettent en péril la population, HRW Report, New York, avril 2015; MINUSMA, Human rights and the peace process in Mali (January 2016 – June 2017), MINUSMA and OHCHR Report, Bamako, février 2018.
59. Entretien avec un représentant d'ONG de tutelle des droits de l'homme, Bamako. Les tortures sexuelles dans les pays sahéliens peuvent concerner aussi bien les hommes que les femmes.
60. Focus group à Arrayel.
61. Entretien avec un représentant d'ONG, Ouagadougou.

l'extrémisme violent. Politiquement, on nous recommande la plus grande discrétion à ce sujet, mais les abus commencent à se faire sentir et beaucoup de gens sont mal à l'aise[62]. » Dans les trois pays, l'élargissement des pouvoirs discrétionnaires des FDS dû à la proclamation de l'état d'urgence a par la suite exacerbé les tensions en augmentant les exactions et l'impunité généralisées.

Face au refus des autorités – au Mali comme au Burkina Faso – d'élucider ces épisodes, voire d'en reconnaître l'existence, les populations semblent abandonnées au traumatisme et à la crainte : les jeunes du Sahel burkinabè, par exemple, ont fini par admettre que « face à un abus, tout ce qu'on peut faire c'est de bien tenir nos langues[63] ». Ces dynamiques ont provoqué une redéfinition inquiétante des perceptions sécuritaires des communautés : au Mali et au Burkina Faso, 75 % des villages étudiés ont listé les FDS respectives parmi les acteurs qui menacent la paix et la sécurité des communautés ; 62 % ont exprimé ouvertement le souhait de former des milices d'autodéfense pour se protéger contre toute sorte d'exaction ; et 50 % déclarent que les groupes extrémistes violents contribuent à les protéger des abus des forces de sécurité.

Dans ce contexte, la région de Tillabéri présente une divergence notoire. Contrairement aux cas de Mopti et du Sahel, ici les populations pointent du doigt l'action des FDS nigériennes plus pour son absence que pour son excès (abusif). La non-intervention des FDS est particulièrement ressentie par les Peuls de la région qui, d'une part, souffrent des exactions continues des Daoussakhs sévissant de part et d'autre de la frontière du Mali, et, d'autre part, estiment que les faibles services de l'État ne sont pas à la hauteur du prélèvement d'impôts demandé aux éleveurs, qui correspondrait à 80 % du budget des administrations locales. De nombreux témoignages expriment clairement un sentiment d'abandon : « L'État ne fait rien pour les communautés vivant dans la brousse, les militaires ne travaillent que pour eux-mêmes… Lorsqu'un homme est tué, rien ne se passe. Mon oncle peul d'Inatess a été pris par les Touaregs, enlevé, tué, puis brûlé jusqu'aux os, tout cela devant les militaires[64] » ; « La grande menace c'est l'absence de l'État[65] » ; « Il y a de la mauvaise gouvernance dans tout, l'État est très fautif sur ce plan. Il y a de la négligence, il y a l'indifférence des autorités… Il faut doter les FDS de moyens conséquents pour sécuriser les populations[66] ».

Cette demande insistante d'une plus forte présence des autorités publiques et des FDS dans la région de Tillabéri semble témoigner d'un rapport de confiance assez singulier au Sahel central, dont l'explication figurerait notamment dans la structure même de l'État nigérien. Bien que périphérique, cette région se situe à proximité de la capitale Niamey ; par conséquent, ses ressortissants sont relativement nombreux au sein des FDS nigériennes qui se sont constituées – comme partout dans la région – à partir des groupes ethniques les plus présents autour des centres du pouvoir. Ceci poserait un frein aux possibilités d'abus – « c'est leurs gars, ils ne peuvent pas trop se laisser aller[67] » – et expliquerait le bon degré d'acceptation de la part des populations.

Dans la région de Diffa, où le rapport des populations à l'État et à l'armée semble bien plus crispé, les exactions présumées des FDS ont été plus nombreuses, et la demande d'un renforcement du dispositif sécuritaire beaucoup moins forte, en ligne avec la tendance générale dans le reste du Sahel. Dans le Nord-Tillabéri, par contre, c'est plutôt la non-satisfaction de la demande d'État qui serait source de frustrations. Ces dernières ont fini par désolidariser les communautés de l'administration et les rapprocher des extrémistes violents. Face aux demandes pressantes d'intégration et de protection des communautés exposées aux prévarications des Daoussakhs, « l'inaction et le silence coupable des autorités[68] » ont fini par persuader les jeunes éleveurs peuls

62. Entretien avec un diplomate européen, Ouagadougou.
63. Focus group à Firguindi.
64. Entretien avec un cadre peul, Ayorou.
65. Entretien avec une autorité locale, Petel Polli.
66. Focus group à Boni Peul.
67. Entretien avec un responsable de la société civile, Niamey.
68. Entretien avec un cadre peul, Niamey.

que le gouvernement avait pris parti en faveur de leurs adversaires. D'ailleurs, la proximité affichée par les autorités de Niamey à l'égard des milices maliennes où les Touaregs et les Daoussakhs sont majoritaires, comme le GATIA et le MSA, n'a fait que renforcer la méfiance réciproque. Au Niger, donc, la perception généralisée d'abus d'État a pu s'installer même en absence d'exactions à grande échelle commises par les FDS. Les vexations contre les civils, d'ailleurs, seraient en augmentation suite aux attaques contre les FDS perpétrés par de jeunes Peuls qui se sont ralliés au groupe de l'EIGS. D'après des observateurs locaux, c'est en effet sur une telle base qu'Abu Walid al-Saharaoui a pu persuader une partie de la jeunesse peule du Nord-Tillabéri que l'ennemi n'était pas tellement les Touaregs, mais au contraire l'État.

Dans ces contextes, la prise des armes représenterait une issue peu surprenante face à des États qui se sont construits sur le mode de la relation autoritaire. L'expérience d'abus d'État systématiques et impunis épuise les promesses de la bonne gouvernance libérale, et renforce l'impression que ce n'est que la détention de la force coercitive qui détermine la relation sociale. Face à l'obstruction des voies démocratiques, l'accès aux armes consenti par les stocks des groupes extrémistes violents semble avoir offert aux communautés les moyens de se faire entendre.

La prise des armes représenterait une issue peu surprenante face à des États qui se sont construits sur le mode de la relation autoritaire. L'expérience d'abus d'État systématiques et impunis épuise les promesses de la bonne gouvernance libérale, et renforce l'impression que ce n'est que la détention de la force coercitive qui détermine la relation sociale.

Les avis des communautés concernant la présence de forces militaires étrangères dans les régions du Sahel central sont plus mitigés. Dans le Sahel burkinabè, les forces armées étrangères sont considérées plus respectueuses que les FDS locales, et par conséquent leur présence est bienvenue et leur apport largement apprécié par les populations. Dans la région de Mopti, les avis sont plus partagés, mais en règle générale la forte présence des forces armées étrangères ne provoque pas de réactions particulièrement hostiles. C'est au Niger, où les FDS locales sont le moins décriées, que la présence des forces armées étrangères suscite le plus d'interrogations. Alors que de forts contingents français, américains, et d'autres pays européens s'installent au Niger, la communication insuffisante des forces armées étrangères avec les populations et les FDS locales alimente des rumeurs, des soupçons et des incompréhensions, quand ce ne sont pas de véritables fantasmes[69]. Ces derniers se prêtent à des manipulations plus ou moins inflammatoires, y compris de la part des extrémistes violents, comme le montre l'exemple de Boni Peul : « Cette histoire du djihadisme, c'est un montage des blancs pour mieux nous contrôler. S'ils veulent, les grands dirigeants du monde peuvent arrêter ce conflit en une journée[70]. »

Il semble ressortir de ces observations que l'expérience ou la perception d'abus perpétrés par le gouvernement dans ses différentes structures, que ce soient les autorités, les services publics, la justice ou les FDS, apparaît comme le principal facteur constitutif de la vulnérabilité de la jeunesse peule au Sahel central à l'extrémisme violent[71]. Seul facteur dont la pertinence est manifeste dans la totalité des villages les plus vulnérables, il représenterait une condition nécessaire (quoique non suffisante) à l'adhésion des jeunes à l'extrémisme violent. Autrement dit : sans abus d'État, il n'y aurait pas d'extrémisme violent. Ce qui ne signifie pas pour autant que les abus du gouvernement, à eux seuls, soient automatiquement en mesure de déclencher l'extrémisme violent en absence

69. Comme l'attestent d'ailleurs toutes les recherches menées à ce sujet (Pellerin, M., Les trajectoires de radicalisation religieuse au Sahel, Notes de l'IFRI, Paris, février 2017 ; Tisseron, A., Regards locaux sur le terrorisme : Quelques remarques à propos du Niger, Dynamiques Internationales 12, 2017).
70. Focus group à Boni Peul.
71. Cette conclusion rejoint les résultats d'autres études d'envergures menées sur le même sujet (PNUD, Sur les chemins de l'extrémisme violent en Afrique, New York, septembre 2017), et renforce dès lors la confiance dans la solidité de ces observations.

L'expérience ou la perception d'abus perpétrés par le gouvernement dans ses différentes structures apparaît comme le principal facteur constitutif de la vulnérabilité de la jeunesse peule au Sahel central à l'extrémisme violent.

d'autres facteurs sous-jacents, comme le démontrent les cas des villages au Mali et au Burkina Faso qui affichent un degré de vulnérabilité réduit malgré l'exposition à de graves violations de la part des gouvernements respectifs. En particulier, l'exemple du village de Boni, dans la région de Mopti, suggérerait que l'expérience d'abus a moins de chances de se traduire en vulnérabilité extrême lorsque les conditions de vie et d'emploi sont mieux sécurisées. Par ailleurs, l'absence complète d'expérience ou de perception d'abus d'État semble constituer une condition suffisante (mais non nécessaire) pour garantir la résilience des communautés face à l'extrémisme violent. Autrement dit : (la perception d') une gouvernance respectueuse et inclusive serait un rempart sûr contre l'attrait de l'extrémisme violent même en présence de fléaux sociaux tels que la pauvreté, les conflits autour de l'accès aux ressources naturelles et les polarisations identitaires.

Une gouvernance respectueuse et inclusive serait un rempart sûr contre l'attrait de l'extrémisme violent même en présence de fléaux sociaux tels que la pauvreté, les conflits autour de l'accès aux ressources naturelles et les polarisations identitaires.

Afin d'entraver l'enracinement de l'extrémisme violent, il est dès lors recommandé de s'employer à construire des communautés apaisées et inclusives. Les bonnes pratiques observées dans les régions et les villages étudiés contribuent à aller dans ce sens. Le recrutement local permettrait de renforcer la représentativité des FDS et de limiter les dérives. En même temps, la veille démocratique, le renforcement de l'accès à la justice pour les populations, et le suivi des activités des FDS assureraient la redevabilité et la justiciabilité des responsables de ce que l'on appelle des bavures – mais que l'on peut considérer plutôt comme des abus – afin d'augmenter la confiance des communautés dans les institutions.

En outre, le soutien militaire international devrait se fonder sur des analyses sensibles aux enjeux des conflits ainsi qu'aux capacités d'absorption des appareils sécuritaires régionaux. Le déploiement de la Force conjointe G5 Sahel (FC-G5S) est loin de réunir toutes ces conditions. Malgré les intentions affichées, le déploiement de forces accusées de graves exactions, la négligence de la formation des FDS, le droit de poursuite sans droit de regard, et l'absence d'une véritable stratégie d'atténuation des risques semblent être une recette pour exacerber les tensions et aggraver la vulnérabilité à l'extrémisme violent des communautés locales. En d'autres termes, il semblerait que la FC-G5S ait plus de chances d'être néfaste que bénéfique.

La riposte purement sécuritaire au défi de l'extrémisme violent risquerait non seulement d'entraîner des dérives contre-productives, mais aussi et surtout d'exacerber le sentiment de marginalisation et d'exclusion de certaines communautés, alors que c'est l'intégration qu'il faudrait viser. Tout porte à croire qu'une attitude militariste outrancière entraverait l'ouverture à la compréhension et au dialogue. Cela devrait concerner également les prétendus « extrémistes violents », un label dont la capacité de désignation est considérablement réduite par un usage peu scrupuleux et hautement politisé. Comme tendent à le montrer les projets de développement que la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) réalise actuellement dans des zones sujettes au contrôle de groupes « extrémistes violents » au Niger, il est possible, et souhaitable, d'engager tous les acteurs dans des parcours inclusifs. En même temps, le recours à la justice transitionnelle devrait être renforcé, en particulier là où des exactions systématisées ont laissé des séquelles traumatisantes au sein des populations, notamment celles des régions de Mopti et du Sahel.

Résumé : Mauvaise gouvernance et abus d'État

	Vulnérabilité	Résilience
Condition nécessaire	✓ *Oui*	Non
Condition suffisante	Non	✓ *Oui (absence de)*

3.4 Facteur 4 : La radicalisation idéologique : « l'idéologie n'y est pour rien ».

Alors que la prise des armes au nom de l'islam reste un phénomène marginal, périphérique et récent, on constate depuis deux décennies l'essor d'un discours religieux radical au Sahel, notamment chez les jeunes. Le discours islamiste offre en fait un registre de légitimité pour contester des autorités, aussi bien traditionnelles que publiques, qui sont de moins en moins en phase avec les exigences d'une société en transition, et dont on décrie la corruption tant matérielle que morale. D'après les experts rencontrés pour cette étude, « dans les villages les chefs ont droit de coucher avec la femme de n'importe qui, avec la bénédiction d'un marabout qui souvent ne sait même pas lire l'arabe. Face à cela, les izalistes incitent les jeunes à n'être les esclaves que de Dieu et à rejeter les dominations abusives des hommes. C'est donc un discours libérateur qui vient gommer des différences sociales désormais désuètes[72] ».

Selon les études sur le sujet, « les courants religieux réformistes sont porteurs d'un discours de rupture avec la tradition, considéré comme libérateur. Les mouvements salafistes sont perçus comme rationalistes en ce qu'ils permettent aux jeunes de s'émanciper des hiérarchies et normes sociales qui les contraignent[73] ». Étant donné l'implication des autorités coutumières et religieuses au sein des réseaux clientélistes qui garantissent la gouvernance des États sahéliens, y compris au Sahel central, le discours moralisateur du religieux favorise la remise en cause non seulement des pouvoirs traditionnels et des hiérarchies intergénérationnelles, mais aussi de l'État tout entier, en tant qu'outil de domination importé, voire imposé, de l'Occident[74]. Le radicalisme religieux se propage dès lors à travers des associations, médias et institutions dont l'emprise est de plus en plus visible à travers l'ensemble du Sahel.

72. Entretien avec un expert nigérien d'islamisme politique, Niamey.
73. Arnaud, C., Jeunesses sahéliennes : Dynamiques d'exclusion, moyens d'insertion, AFD Notes Techniques 15, Paris, mars 2016.
74. ICG, Islam et politique au Mali : Entre réalité et fiction, Rapport Afrique, 248, Dakar/Bruxelles, 2017a.

Au Sahel, de nombreux acteurs se réclamant d'une lecture radicale des écritures islamiques ne sont pas violents, et inversement, chez de nombreux acteurs la banalisation de la violence n'a rien à voir avec un cadre idéologique inspiré par le radicalisme religieux.

Pourtant, le lien entre la propagation d'une vision radicalisée de l'islam et l'extrémisme violent, ou en d'autres termes, entre idéologie intransigeante et coercition violente, est loin de faire consensus. Les études existantes ont en effet bien démontré qu'au Sahel, de nombreux acteurs se réclamant d'une lecture radicale des écritures islamiques ne sont pas violents, et que, inversement, chez de nombreux acteurs la banalisation de la violence n'a rien à voir avec un cadre idéologique inspiré par le radicalisme religieux.

Un fort enracinement de l'éducation religieuse, tous courants confondus, renforcerait la résilience de la jeunesse face à l'extrémisme violent.

S'il est vrai qu'au Sahel les groupes armés se réclamant du djihadisme présentent leur action comme étant ancrée dans une interprétation des écritures islamiques inspirée du salafisme (quoique de façon souvent assez floue et imprécise), nombre d'observateurs locaux considèrent que « l'appel au djihad armé n'est qu'une simple couverture pour amuser la galerie[75] », et que les vrais mobiles de l'extrémisme violent n'ont rien d'idéologique. Il est intéressant de constater que l'emprise territoriale des groupes extrémistes violents semble particulièrement forte dans des régions où la pénétration des courants religieux radicaux institutionnalisés piétine et que, au contraire, un fort enracinement de l'éducation religieuse, tous courants confondus, renforcerait la résilience de la jeunesse face à l'extrémisme violent. Là encore, les différences régionales marquées exigent un traitement nuancé de la question.

Dans la région de Mopti, l'influence idéologique du radicalisme religieux est bien plus évidente que dans les autres régions étudiées, même s'il n'est pas aisé de déterminer si cela représente plus une cause ou une conséquence de l'emprise des groupes extrémistes violents sur le territoire. Des prêcheurs radicaux sont présents à proximité de tous les villages cibles, et notamment dans les chefs-lieux tels que Boni et Konna. Dans les villages mineurs, tels que Yorbou et Ouro Guérou, la présence de prêcheurs radicaux est plus sporadique, mais s'accompagne de menaces explicites à l'encontre des adeptes et des marabouts des courants soufis. Les discours radicaux s'adressent notamment aux couches marginalisées de la société (sans-terre, bergers démunis, anciens esclaves, talibés, etc.), et sont dès lors facilement audibles en discutant avec les jeunes locaux : « Le djihad, c'est Dieu qui l'a recommandé, donc c'est un devoir pour tout musulman[76] ». D'après des femmes d'Ouro Guérou, « certains prêcheurs encouragent les musulmans à aller combattre le djihad et beaucoup d'entre eux sont contre la liberté des femmes. Mais il est bon de prendre une arme pour défendre la charia[77] ».

Au Sahel burkinabè, les discours radicaux tels que celui de l'imam Dicko jouissent d'une grande popularité, notamment auprès des groupes marginalisés, en raison de l'instrumentalisation politique du religieux qui a été longuement soumis aux exigences de contrôle du territoire et de perpétuation des élites au pouvoir. Cependant, l'appel à la prise des armes aurait suscité dans son auditoire moins de recrutements que de prises de distance. Dès lors, tous les répondants, y compris dans les villages où les recrutements ont été plus nombreux, ont explicitement nié que la motivation idéologique représentait un facteur pertinent pour expliquer la vulnérabilité à l'extrémisme violent. Comme le souligne un observateur basé à Ouagadougou : « La radicalisation n'a rien à voir avec le fait que les islamistes approchent les communautés pour les convaincre que leur version de l'islam est la meilleure[78] ».

75. Entretien avec un analyste politique nigérien, Niamey.
76. Focus group à Ouro Guérou.
77. Focus group à Ouro Guérou.
78. Entretien avec un diplomate européen, Ouagadougou.

Tout au plus, les focus groups concèdent que l'idéologie peut offrir une couverture opportuniste de mobiles plus déterminants, mais moins souvent évoqués. Les informations en provenance de la région de Tillabéri montrent de façon encore plus nette la non-pertinence des mobiles idéologiques. Les prêcheurs radicaux sont presque entièrement absents des villages étudiés, à l'exception de Daya qui pourtant demeure le village le moins vulnérable de la zone. Là où s'affiche une plus grande propension de la jeunesse à rejoindre les groupes extrémistes violents, comme à Petel Polli, les jeunes admettent que « les groupes terroristes qui agissent au nom de l'islam et du Coran ne connaissent rien de la religion[79] ». De même, un observateur proche de nombreux djihadistes de la zone affirme qu'« aucun de ceux qui sont allés se battre n'a jamais mis les pieds dans une école coranique. Ce sont des combattants qui veulent en découdre avec leurs voisins, mais il n'y a pas de vrai leader djihadiste nigérien, contrairement à ce qui se passe au Mali et au Burkina Faso. L'idéologie n'y est pour rien : c'est plus une quête d'indépendance qu'une quête de soumission[80] ».

« *L'idéologie n'y est pour rien : c'est plus une quête d'indépendance qu'une quête de soumission.* »

En effet, l'existence de nombreuses passerelles entre les groupes armés se réclamant d'Al-Qaeda ou de l'État islamique semble corroborer l'idée qu'au sein des combattants nigériens la solidarité entre Peuls prime sur la cohérence idéologique et théologique. De ces observations pourrait naître la conclusion que bien que la radicalisation idéologique et religieuse soit présente au Sahel central, son lien avec la prise des armes et l'embrigadement au sein des groupes extrémistes violents reste néanmoins très aléatoire, et pas du tout déterminant. L'enracinement doctrinaire des adeptes de ces groupes paraît souvent très superficiel, et l'appel au djihad pourrait être vu comme une stratégie de « branding » visant à consolider la légitimité des guérilleros[81].

Cela est particulièrement vrai dans les régions où l'absence d'alternative et d'infrastructures éducatives fait de l'éducation coranique le seul cadre culturel et moral disponible. Le Sahel central connaît un abandon scolaire galopant du fait d'enseignants mal payés et peu formés, d'infrastructures peu adaptées aux besoins des populations transhumantes et de programmes calqués sur le modèle colonial et dès lors peu appropriés aux contextes locaux. L'éducation religieuse, souvent informelle, a progressivement fini par combler ce vide.

Dans la région de Mopti, il existe des écoles coraniques dans les quatre villages étudiés tandis que seul Boni dispose d'une école publique. Par conséquent, le taux d'alphabétisation à l'échelle régionale ne dépasse pas les 40 %. Les répondants de la région de Tillabéri ont également décrié l'absence quasi totale d'infrastructures éducatives publiques et la très mauvaise qualité de l'enseignement qui font que moins d'un élève sur 50 atteint le baccalauréat. Malgré des investissements importants, le budget du secteur de l'éducation au Niger demeure toujours inférieur à celui consacré à la défense.

Le budget du secteur de l'éducation au Niger demeure toujours inférieur à celui consacré à la défense.

La situation semble un peu moins dramatique dans le Sahel burkinabè grâce au bon fonctionnement des cours d'alphabétisation en langue peule. Toutefois, « l'éducation pour les enfants peuls est un défi, car ils se déplacent avec leur bétail selon les règles saisonnières, et finalement les écoles coraniques sont plus répandues que les écoles françaises[82] », puisque les marabouts peuvent se déplacer avec les troupeaux et les élèves. Le manque d'encadrement des écoles religieuses risque néanmoins d'engendrer des frustrations en raison du faible niveau d'intégration institutionnelle qui limite les débouchés professionnels.

79. Focus group à Petel Polli.
80. Entretien avec un cadre peul, Niamey.
81. Voir à ce propos le débat sur la radicalisation du religieux (Kepel, G., 2005, The roots of radical Islam, Londres : Saqi Books) et son articulation en Afrique (Boas, M. et Dunn, K., Understanding African guerrillas, in Hentz, J., (éd.) Routledge handbook of African security studies, Londres : Routledge, 2014).
82. Entretien avec un représentant de la société civile, Ouagadougou.

Un enseignement public de qualité porteur de débouchés professionnels, culturellement adapté et accessible aux jeunes hommes et aux jeunes filles, aurait toutes les chances de devenir un bastion de résilience contre la montée de l'extrémisme violent.

La dégradation des systèmes scolaires dans les pays sahéliens affaiblit ainsi la résilience des jeunes face au radicalisme religieux et à l'extrémisme violent. Dans les territoires qu'ils contrôlent, les djihadistes se montrent tout à fait conscients de cela : d'une part, ils ferment les écoles publiques, dites « françaises », et harcèlent les enseignants, accusés de propager une idéologie néocoloniale sous couvert de laïcité ; d'autre part, ils instituent des écoles coraniques pour divulguer leur idéologie radicale tout en répondant à la forte demande d'instruction qui émane des communautés. En effet, dans des villages de la région de Mopti sous l'emprise des extrémistes violents, des femmes qui n'avaient connu aucun accès à l'éducation par le passé ont admis apprécier l'accès à l'éducation religieuse offert par les djihadistes et exprimé le souhait de se marier à « un marabout ou à un maître coranique pour qu'il [leur] enseigne la religion[83] ». Au cœur du champ de bataille « pour les cœurs et les esprits », un enseignement public de qualité porteur de débouchés professionnels, culturellement adapté et accessible aux jeunes hommes et aux jeunes filles, aurait toutes les chances de devenir un bastion de résilience contre la montée de l'extrémisme violent.

Face à ces observations, si le mobile religieux est, en soi, le moins pertinent de tous les facteurs ici pris en compte pour expliquer la vulnérabilité à l'extrémisme violent au Sahel central, force est de constater que les lacunes du secteur éducatif, la raréfaction du paysage culturel et le faible encadrement du religieux érodent en parallèle la résilience de la jeunesse. Les bonnes pratiques observées dans les villages étudiés démontrent l'utilité d'un accompagnement public du religieux. Le renforcement de l'encadrement devrait s'apparenter à davantage de supervision et de contrôle que de soumission à une réglementation stricte qui – comme cela a été observé – « risquerait d'aboutir aux conséquences que l'on cherche précisément à éviter : le discrédit d'une religion officielle associée à un État perçu comme étant à la solde de l'Occident, donc antireligieux, et l'émergence d'un espace religieux informel qui prendrait le contrepied du discours officiel et évoluerait hors de tout regard[84] ». En ce sens, les programmes de renforcement de capacités des imams « traditionnels » financés par des bailleurs occidentaux (désignée souvent comme la « recette marocaine ») risquent tout simplement d'exacerber les clivages liés à la politisation du champ religieux. Dans le domaine de l'éducation, la prise de conscience de la part de la communauté internationale que les programmes d'alphabétisation en langues nationales ou les écoles franco-arabes sont mieux positionnés pour vaincre l'hostilité croissante des populations qu'une école (« française ») perçue comme une imposition culturellement et politiquement étrangère, pourrait être une avancée.

Résumé : Radicalisation idéologique

	Vulnérabilité	Résilience
Condition nécessaire	Non	Non
Condition suffisante	Non	Non

83. Focus group à Ouro Guérou.
84. ICG, Islam et politique au Mali : Entre réalité et fiction, Rapport Afrique, 248, Dakar/Bruxelles, 2017a.

3.5 Facteur 5 : Derrière l'apparence de la polarisation interethnique

Certains travaux de recherche[85] suggèrent que les dynamiques de ralliement aux groupes extrémistes violents au Sahel ne font que reproduire les clivages socioethniques présents dans la région, typiquement entre agriculteurs et éleveurs, ou entre éleveurs. L'attention très largement consacrée à la « question peule » ne fait que renforcer cette impression. Les résultats de cette étude tendent à confirmer une certaine pertinence des polarisations interethniques pour expliquer la propension des jeunes à rallier les groupes extrémistes violents. Ceci est notamment le cas dans la région de Tillabéri où la plupart des observateurs reconnaissent l'importance primordiale des « conflits intercommunautaires entre Peuls et Daoussakhs[86] », et retracent la généalogie de l'EIGS local à partir des milices communautaires peules, telles que le Ganda Izo, face aux révoltes touarègues des dernières décennies.

Toutefois, une analyse attentive ne saurait attribuer aux polarisations interethniques une pertinence ni décisive ni exclusive. Dans l'ensemble des régions examinées, le lien entre conflits interethniques et vulnérabilité à l'extrémisme violent est loin d'être solide. Ainsi, dans le Sahel burkinabè, le peuplement assez homogène de la région fait que les tensions intercommunautaires sont largement absentes, indépendamment de la plus ou moins grande vulnérabilité des communautés locales. Dans la région de Mopti, les dynamiques observées ne permettent pas de conclure si les polarisations interethniques – pourtant très évidentes – font partie des causes ou bien des conséquences du conflit. Même dans la région de Tillabéri, l'animosité des Peuls semble être suscitée par les seuls Daoussakhs et ne pas concerner d'autres communautés touarègues telles que celles d'Inatès ou d'Agadez. Cependant, la « haine » purement ethnique n'offre qu'une explication partielle des dynamiques observées : les polarisations intercommunautaires manifesteraient plutôt des tensions sous-jacentes de différente nature, susceptibles d'être mieux comprises en lien avec d'autres facteurs.

Généralement, les polarisations interethniques tendent à être plus apparentes dans les régions où les conflits autour del'accès aux ressources naturelles sont plus aigus. Même si ces derniers peuvent être attribués à des facteurs impersonnels tels que la gouvernance ou le changement climatique, les répondants font état de fortes tensions avec des groupes rivaux, tels que notamment les agriculteurs Dogons ou Bambaras dans la région de Mopti, et les éleveurs Daoussakhs dans la région de Tillabéri. Ces communautés sont dès lors mentionnées parmi les principales menaces à la sécurité des villages peuls. En se positionnant en protecteurs, les groupes extrémistes violents en ont profité pour instrumentaliser et exacerber ces oppositions : « Les djihadistes se sont installés à côté des éleveurs peuls. Ils disent vouloir les aider à se venger, parce que seuls les Peuls sont de vrais musulmans et de vrais indigènes à qui revient la gestion des terres[87] ». Par exemple, dans la

Les polarisations interethniques tendent à être plus apparentes dans les régions où les conflits autour del'accès aux ressources naturelles sont plus aigus.

85. McGregor, A., The Fulani crisis: Communal violence and radicalization in the Sahel, CTC Sentinel, 10(2), 2017.
86. Entretien avec un analyste politique nigérien, Niamey.
87. Entretien avec un journaliste malien, Bamako.

région de Mopti, « les gens de la brousse ont empêché les Dogons d'accaparer les terres au-delà d'un rayon de 4 km du village[88] », tandis qu'à Tchourkoundi « certains ont pris les armes pour se venger du tort causé à leur communauté ou groupe ethnique… car depuis la rébellion, les Touaregs attaquent les villages, tuent les gens et violent les femmes, et des milliers de Peuls ont perdu la vie[89] ».

Le ralliement des jeunes Peuls aux côtés des groupes extrémistes violents est aussi présenté comme le résultat de l'inaction ou de la partialité des autorités publiques, y compris des FDS, dans le cadre de ces rivalités. De telles perceptions s'alimentent de la faible représentation des Peuls au sein des FDS des pays concernés, des stigmatisations fréquentes (mauvais traitements, ratissages indiscriminés, arrestations arbitraires, abus de toute sorte) dont les Peuls font l'objet dans les régions à risque, mais aussi du recours informel des gouvernements respectifs à des milices communautaires favorisant l'ethnicisation du conflit. Par conséquent, la quête de protection se double d'un sentiment de victimisation et de stigmatisation des Peuls qui attise l'attrait de l'extrémisme violent.

Face aux complicités présumées entre l'armée et les autres ethnies organisées en milice, les jeunes de plusieurs villages considèrent les djihadistes comme leur seul rempart.

Au Mali, les répondants évoquent leur frustration face à l'impunité dont bénéficient les groupes armés signataires de l'Accord d'Alger, qui ont souvent une base communautaire : « Depuis un certain temps, tout est permis aux Arabes et aux Touaregs, les autorités ferment les yeux et n'interviennent que quand il s'agit des Peuls[90]. » Face aux complicités présumées entre l'armée et les autres ethnies organisées en milice, les jeunes de plusieurs villages considèrent les djihadistes comme leur seul rempart.

Au Niger, la perception qu'ont les Peuls d'une collusion entre le gouvernement et les Daoussakhs par le biais de milices telles que le GATIA nourrit leur sentiment d'abandon. Les observateurs locaux admettent que « les Peuls qui ont intégré le MUJAO sont partis pour sécuriser leurs familles et leurs richesses parce que l'État ne joue pas son rôle[91] », et que « c'est parce que l'État est défaillant que les conflits interethniques deviennent un moteur du ralliement aux groupes extrémistes violents[92] ». Même au Burkina Faso, où pourtant les tensions interethniques sont moins aiguës, certaines organisations de la société civile estiment que « le gouvernement est en train de transformer la lutte contre l'extrémisme violent en un conflit ethnique : des groupes d'autodéfense composés par des Mossi sont soutenus et armés par le gouvernement pour se défendre contre les Peuls, ce qui engendre des soupçons que l'État veut enlever les terres des Peuls et les donner aux Mossi[93] ».

En conclusion, la contribution des polarisations interethniques à la vulnérabilité des jeunes à l'extrémisme violent semble en large mesure déterminée par d'autres facteurs bien plus décisifs, tels que les conflits autour de l'accès aux ressources naturelles et la perception des abus d'État, tandis que son pouvoir explicatif, pris isolément, n'est que limité. Le cas du Sahel central montre donc que les polarisations identitaires sont moins des causes que des effets des dynamiques de conflit. En ce sens, les dérives communautaires et miliciennes ne peuvent qu'exacerber ces tendances et renforcer la vulnérabilité des populations face à l'extrémisme violent.

88. Focus group à Ouro Guérou.
89. Focus group à Tchourkoundi.
90. Focus group à Yorbou.
91. Entretien avec une autorité locale, Petel Polli.
92. Entretien avec un procureur expert en terrorisme, Niamey.
93. Entretien avec un représentant de la société civile, Ouagadougou.

Résumé : Polarisations interethniques

	Vulnérabilité	Résilience
Condition nécessaire	**Non**	**Non**
Condition suffisante	**Non**	**Non**

3.6 Facteur 6 : La cohésion intra-ethnique renforce la résilience

La pertinence des polarisations intra-ethniques est très variable en fonction des contextes.

Au sein des communautés peules des régions de Mopti, du Sahel et et Tillabéri, le pouvoir coutumier est monopolisé par un nombre restreint de familles issues de la chefferie traditionnelle, dont la légitimité est ancrée dans l'islam maraboutique local. La transmission par voie héréditaire sape les aspirations et l'*agency* des groupes marginalisés et de la jeunesse, quand bien même ces catégories représentent la majorité de la population. L'implication des élites coutumières au sein des réseaux clientélistes au pouvoir exacerbe ultérieurement la polarisation sociale entre aristocraties propriétaires et cadets sociaux, qui recoupe souvent celle entre aînés et jeunesse. De nombreux rapports ont souligné l'importance des clivages intra-ethniques pour expliquer la vulnérabilité des populations face à l'extrémisme violent, aussi bien au Mali[94], qu'au Burkina Faso[95]. Cependant, les résultats de la présente étude tendent à démontrer que la pertinence des polarisations intra-ethniques est très variable en fonction des contextes et que son influence globale pour expliquer l'essor de l'extrémisme violent au Sahel central se doit d'être nuancée et relativisée.

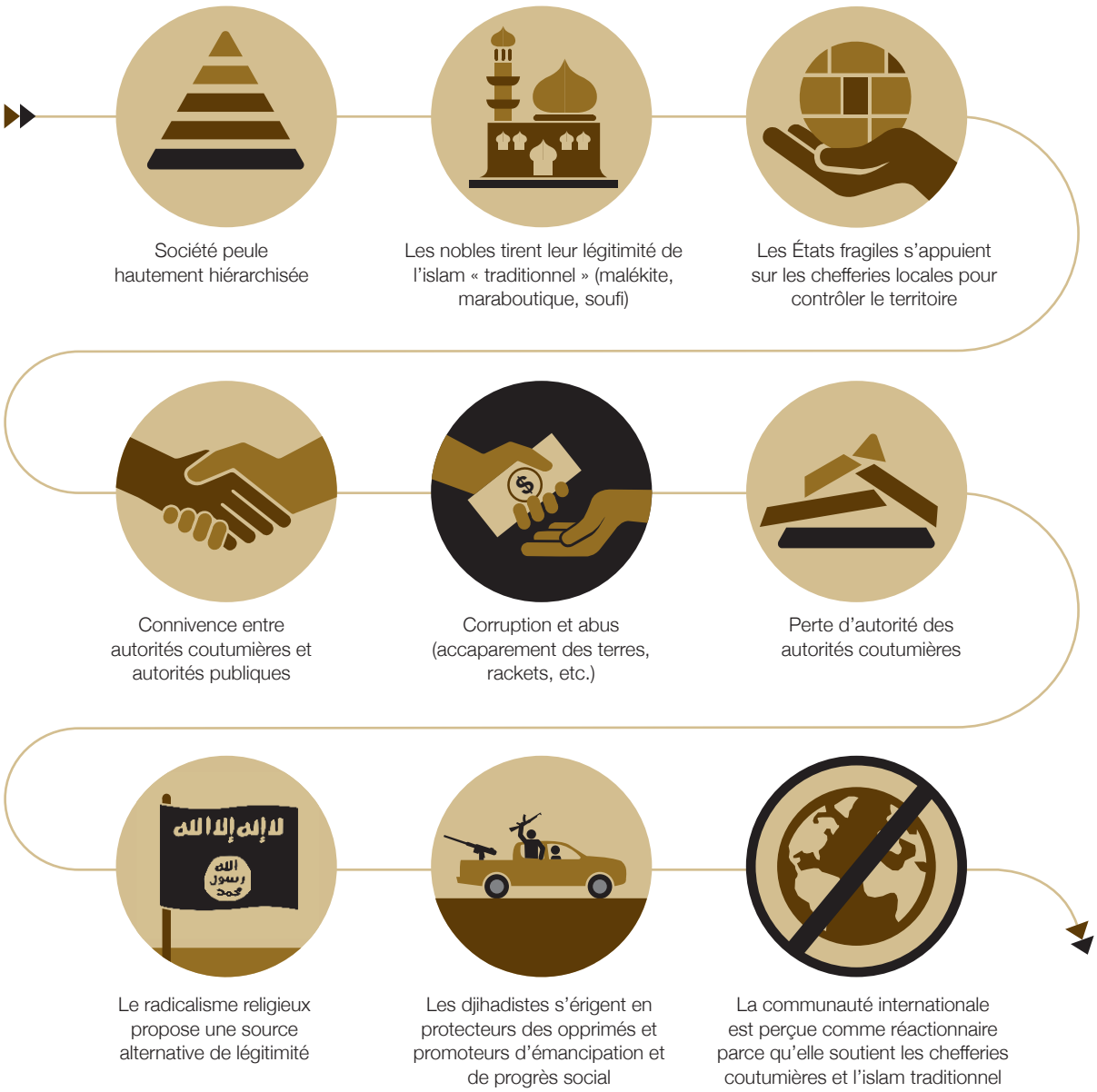
Seuls trois villages ont manifesté des tensions intra-ethniques aiguës, qui d'ailleurs ne donnent pas forcément lieu à une plus grande propension des jeunes et des cadets sociaux à rejoindre les groupes extrémistes violents. Ces villages comprennent Boni et Ouro Guérou dans la région de Mopti, et Arrayel au Sahel burkinabè. En revanche, les polarisations intra-ethniques sont très peu présentes dans la région nigérienne de Tillabéri. Les répondants attribuent cette divergence aux fortes pressions interethniques exercées sur les Peuls nigériens qui auraient fini par souder intérieurement les communautés afin de faire face aux ennemis extérieurs.

Au Mali et au Burkina, c'est notamment au sein des communautés vivant de l'élevage que les tensions intra-ethniques apparaissent les plus fortes. En effet, les djowros y sont accusés de mépriser les jeunes qui s'adonnent à l'élevage pour la vente ; d'accaparer la propriété de terres que le droit coutumier leur aurait confiées en simple gardiennage ; d'imposer des frais d'accès aux pâturages abusifs ; et de comploter avec les autorités pour racketter les populations en toute impunité. En outre, les interdits de mariage intercaste manifestent au quotidien l'omniprésence des hiérarchies coutumières chez les Peuls. Ces comportements ont engendré des frustrations qui s'expriment maintenant ouvertement avec la venue des djihadistes.

94. Sangaré, B., Le Centre du Mali : Épicentre du djihadisme ?, Note d'analyse du GRIP, Bruxelles, mai 2016 ; Thiam, A., Centre du Mali : Enjeux et dangers d'une crise négligée, Centre for Humanitarian Dialogue, Genève, mars 2017.
95. ICG, Nord du Burkina Faso : Ce que cache le jihad, Rapport Afrique, 254, Dakar/Bruxelles, 2017.

À Boni, on relate que les jeunes se révoltent contre le monopole de la prise de décisions d'une minorité de familles d'aristocrates. À Konna, on s'insurge contre l'appellation de rimaibés (anciens esclaves). À Arrayel, au Burkina Faso, « les jeunes n'écoutent plus les chefs djowros[96] », et les djowros reconnaissent dans la vengeance sociale le principal mobile du ralliement des jeunes au sein des groupes extrémistes violents. D'après des cadres peuls maliens, « les conflits intracommunautaires sont une composante essentielle de cette crise, car les djihadistes incitent les misérables en prêchant la redistribution des terres[97] » au nom de la restauration du droit – à la fois islamique et coutumier – de la Dina. En effet, selon de nombreuses personnes interrogées, les couches sociales marginalisées (cadets sociaux, bergers, anciens esclaves, jeunes) manifesteraient une plus grande sympathie vis-à-vis des discours et des pratiques des groupes extrémistes violents.

Figure 3 : Comment les clivages intra-ethniques alimentent l'extrémisme violent



96. Focus group à Arrayel.
97. Entretien avec un cadre peul issu de l'aristocratie, Bamako.

En revanche, l'absence complète de tensions intra-ethniques apparaît comme une condition nécessaire pour renforcer la résilience des jeunes face à l'extrémisme violent. Face au constat que « les couches marginalisées se sont valorisées pendant l'occupation[98] », la crise actuelle offre l'occasion de remplacer un modèle de gouvernance hiérarchisé et clientéliste, générateur de frustrations par l'inclusion sociale et l'égalité des chances. Dans un contexte social en évolution, la voie de la pure et simple restauration du *statu quo ante* n'est pas faisable, malgré les souhaits exprimés en ce sens par les représentants des chefferies. Vu la détérioration de la perception de neutralité des autorités traditionnelles, il semble nécessaire de repenser les stratégies de construction de la paix centrées sur l'apport des institutions coutumières. La communauté internationale devrait au contraire reconnaître le rôle des cadets sociaux en tant qu'interlocuteurs clés et cibles idéales des interventions de paix, pouvant par leur rôle renforcer la résilience des communautés tout entières. Il ressort de la présente étude que seules les communautés soudées sont capables de résilience face à la montée de l'extrémisme violent. Parmi les mesures concrètes susceptibles d'aider à aller en ce sens figurent l'intégration des cadets sociaux peuls au sein des FDS et la redynamisation des autorités territoriales et des commissions foncières sur une base véritablement démocratique.

L'absence complète de tensions intra-ethniques apparaît comme une condition nécessaire pour renforcerla résilience des jeunes face à l'extrémisme violent.

Reconnaître le rôle des cadets sociaux en tant qu'interlocuteurs clés et cibles idéales des interventions de paix.

Résumé : Polarisations intra-ethniques

	Vulnérabilité	Résilience
Condition nécessaire	Non	✓ *Oui (absence de)*
Condition suffisante	Non	Non

3.7 Facteur 7 : Les rapports sociaux de genre encouragent indirectement l'embrigadement des jeunes

Au sein des communautés peules du Sahel central, la construction sociale des rôles et du genre attache une importance considérable aux « vertus guerrières »de la masculinité, symboles de protection des foyers, de courage et de sens de l'honneur. Dans une société très hiérarchisée, le mariage représente pour la condition des femmes une protection aussi bien qu'une contrainte, alors que les attributions de la féminité impliquent en général une réduction de la liberté de mouvement, de l'éducation, de l'emploi, de la propriété, du choix et de la parole. Ce n'est qu'auprès des enfants – aussi bien garçons que filles – que les femmes bénéficient d'une influence considérable.

98. Entretien avec un conseiller militaire européen, Bamako.

Les groupes extrémistes violents ambitionnent de redéfinir les rapports sociaux de genre, tant en matière de pratiques traditionnelles que du discours de la modernité. Face à des attentes sociales changeantes, la question de savoir dans quelle mesure ces facteurs influencent la propension des jeunes à rallier les groupes armés extrémistes violents au Sahel central a été largement négligée. Les résultats de cette étude suggèrent que l'acuité des tensions liées aux rôles sociaux et au genre n'est pas étroitement liée à la plus grande vulnérabilité des jeunes face à l'extrémisme violent. En revanche, l'équilibre et l'apaisement des rapports sociaux de genre contribuent de façon très importante au renforcement de la résilience des acteurs.

L'implication active et directe des femmes peules au sein des groupes extrémistes violents n'est que rarement observée, bien que des cas isolés aient été rapportés dans les trois régions. Alors que la prise des armes demeure généralement une prérogative des hommes, les femmes se mobilisent dans les domaines du ravitaillement, de l'hébergement et du renseignement au soutien des combattants. Dans ces cas, c'est le lien personnel de solidarité vis-à-vis des hommes combattants (maris, fils, frères) qui prime sur les motivations purement idéologiques.

En revanche, cela fait peu de doutes que les femmes sont parmi les principales victimes de la montée de l'extrémisme violent au Sahel central. Comme en témoignent celles rencontrées lors des focus groups, la venue des groupes djihadistes a entraîné la précarisation du statut et du quotidien des femmes, avec l'imposition de normes comportementales contraignantes ; les entraves à la mobilité, au travail et au revenu à cause de l'insécurité ; la pratique récurrente des mariages forcés ; et l'exposition à des abus et au risque de violences sexuelles. D'ailleurs, la stigmatisation sociale dont souffrent les victimes de ces abus pose de graves limites à la prise de parole et à la dénonciation : l'ampleur de ces phénomènes risque donc d'être bien plus importante que ce que les données officielles permettent d'entrevoir.

Les rapports sociaux de genre semblent exercer une influence indirecte très importante dans l'encouragement des jeunes hommes à rejoindre les groupes extrémistes violents.

Au-delà de la contribution active (assez rare) et de la victimisation passive (très répandue) des femmes par rapport au conflit, les rapports sociaux de genre semblent exercer une influence indirecte très importante dans l'encouragement des jeunes hommes à rejoindre les groupes extrémistes violents. La construction sociale de la masculinité résonne avec la quête de protection face aux abus systématiques dont les femmes sont victimes.

Toutes les régions du Sahel central offrent des exemples éloquents en ce sens. D'après des observateurs locaux, lors de la bataille de Konna en 2012, les femmes ont été parmi les principales victimes des violences et des exactions commises par les FDS, telles que les viols, les enlèvements et les mariages forcés. À Ouro Guérou et à Boni, également, les femmes citent les FDS parmi les principales menaces à la sécurité de la communauté et dénoncent leur impuissance face aux exactions des groupes armés signataires de l'Accord d'Alger et plus généralement des « bandits armés ». D'après les répondants, la soif de vengeance pour la rédemption de l'honneur des femmes a incité beaucoup de jeunes à s'organiser et à prendre les armes.

Dans le Sahel burkinabè, la conflictualité croissante a conduit certaines femmes d'Arrayel à chercher la protection moins du côté des FDS que de celui du Mali, où la présence des groupes extrémistes violents est bien connue. De même, les femmes de Firguindi expriment clairement le souhait de « ne plus voir nos hommes se faire arrêter, maltraiter ou emprisonner », et dès lors estiment que « les hommes qui prennent les armes ne sont peut-être pas des modèles, mais ils peuvent le faire par obligation de défendre leur famille ou leur honneur[99] ».

99. Focus group à Firguindi.

Les FDS sont en effet accusées de perpétrer des abus sur les terroristes présumés en présence de leurs familles. Dans la région de Tillabéri, et particulièrement dans le village de Petel Polli, les rapports sociaux de genre ont aussi contribué à pousser les jeunes à rejoindre les groupes armés, y compris ceux qui se réclament du djihadisme : « Les communautés comprennent que les jeunes qui ont intégré les groupes armés l'ont fait pour les familles ; ils trouvent normal que ces jeunes reviennent pour réclamer la zakat[100] ou l'impôt… Tous les jeunes Peuls sont partis vers le front. Quand un jeune reste à la maison, les autres vont le convaincre de se mobiliser : "nous sommes partis défendre nos parents et toi tu es là". Les jeunes courent beaucoup de risques en restant à la maison. Les femmes font des chansons pour se moquer des jeunes qui ne sont pas partis au front[101] ».

La pression sociale des jeunes camarades, des jeunes filles et des mères exhorte les jeunes hommes à se conformer au rôle social qu'on attend d'eux, y compris à rallier les groupes extrémistes violents si cela est nécessaire pour la protection de leur communauté. En même temps, cette étude a révélé que la grande majorité des femmes ne souhaitent pas pour autant que les hommes de leur entourage prennent les armes, ni du côté de groupes extrémistes violents ni de celui des FDS.

Dès lors, l'image sociale relativement positive dont bénéficient les djihadistes aux yeux de certaines femmes semble pouvoir dépasser les frustrations engendrées par la restriction des espaces de liberté. Dans la région de Mopti, par exemple, on peut entendre des femmes affirmer que « pour les gens qui se réclament de la religion, la prise d'armes est une bonne chose. Moi, je suis pour ceux qui se réclament de l'islam. Parce que tout ce qui renforce l'islam est une bonne chose ». On peut interpréter dans le même sens la demande – aussi répandue qu'ambiguë – de renforcer l'enseignement religieux au profit de la population : alors que les coutumes et les défaillances de l'État entravent toute chance d'éducation pour les filles et les jeunes femmes, même l'endoctrinement salafiste peut être perçu comme un progrès.

Pour conclure, le lien entre les rapports sociaux de genre, d'un côté, et la vulnérabilité à l'extrémisme violent, de l'autre, n'est solide ni systématique. Pourtant, lorsque ce lien se déclare, il peut tenir une importance considérable. On pourrait alors en déduire que ce n'est pas tant la présence de ce facteur qui contribue à la vulnérabilité face à l'extrémisme violent que son absence qui contribue à la résilience de la jeunesse. Les résultats de cette étude suggèrent que l'apaisement des relations sociales et de genre est une condition nécessaire – quoique pas du tout suffisante à elle seule – pour garantir une plus grande résilience des jeunes face à l'attrait persistant de l'embrigadement dans des groupes djihadistes. Cela révèle l'énorme potentiel de l'engagement des femmes en tant qu'actrices de changement, car sans leur contribution à la redéfinition des rapports sociaux de genre, la résilience de la jeunesse apparaît impossible.

À ce propos, une série de bonnes pratiques constatées sur le terrain contribuent à apaiser les tensions et renforcer la résilience des communautés. Face aux traumatismes du conflit, l'accès à la justice et l'accompagnement psychosocial peuvent limiter les dérives fatalistes et la quête de protection en dehors du cadre étatique. Le soutien accru à la prise de parole publique des femmes permet en effet de décourager les choix belliqueux, car il s'agit souvent d'une parole de paix. Dès lors, les partenaires internationaux devraient plus que jamais nouer des relations de partenariat avec les groupements féminins dans les régions les plus exposées à l'extrémisme violent, afin d'encourager l'inclusion des femmes et leur contribution à la résilience des communautés.

100. Troisième des piliers de l'islam, la zakat représente l'aumône légalisée, voire obligatoire, que tout musulman est tenu de verser au profit des plus pauvres.
101. Entretien avec une autorité locale, Petel Polli.

Finalement, les célébrations symboliques octroyées aux combattants par certaines femmes, notamment dans la région de Tillabéri, ne diffèrent pas sur le fond de celles qui sont organisées en l'honneur des jeunes de retour d'une « aventure » migratoire réussie, que ce soit à l'étranger ou en ville. Ceci atteste que la réussite socio-économique contribue tout autant à la réalisation de l'idéal de masculinité. Une fois de plus, donc, prendre la route peut représenter aux yeux de certains une alternative valable à la prise des armes. Dans un contexte caractérisé par un chômage structurel, faciliter les options migratoires de la jeunesse, au lieu de les entraver, pourrait ainsi atténuer les tensions liées aux rapports sociaux de genre, et contribuer dès lors à la résilience des communautés face à l'extrémisme violent.

Résumé : Tensions liées aux rapports sociaux de genre

	Vulnérabilité	Résilience
Condition nécessaire	**Non**	✓ ***Oui (absence de)***
Condition nécessaire	**Non**	**Non**

Rassemblement hebdomadaire au marché de Djibo, Burkina Faso.
PHOTO : © IRENE ABDOU/ALAMY

4. Conclusions

Les résultats de la présente étude permettent de mieux comprendre la façon dont les communautés peules du Sahel central ont réagi face à l'essor de l'extrémisme violent et de donner une réponse plus solide quant aux facteurs contribuant à façonner la résilience ou la vulnérabilité de la jeunesse dans ce contexte.

On remarque d'abord l'importance de la variabilité locale et de la causalité multiple. La variation considérable des facteurs déterminants en fonction des contextes montre que l'extrémisme violent répond bien davantage à des problématiques locales spécifiques qu'à des logiques mondiales. Même sur le terrain, la coordination entre différents groupes et acteurs de la galaxie de l'extrémisme violent est assez limitée. Au Sahel central, en effet, l'extrémisme violent n'est pas un monolithe cohérent et uniforme, mais un label attribué par l'extérieur où se rejoignent des réponses disparates à des dynamiques contingentes. Autrement dit, l'appel au djihad global compte beaucoup moins que la détention illégitime d'un proche, la lutte pour l'accès à des zones de pâturage déterminées ou la quête de reconnaissance au sein du village.

Récuser la complexité des enjeux pourrait ouvrir la voie à l'échec.

Par ailleurs, dans chaque contexte, village, ou région, les facteurs qui influencent les réactions des populations à l'extrémisme violent sont nombreux. Comme l'indique le cas de la région de Mopti, ceux-ci se composent et s'aggravent mutuellement au fur et à mesure que le conflit progresse, entraînant un inquiétant effet « boule de neige ». Dès lors, l'ambition de vouloir isoler *la* cause ou *le* levier de l'extrémisme violent apparaît largement trompeuse. Récuser la complexité des enjeux pourrait ouvrir la voie à l'échec, et l'adoption de réponses uniformes et unilatérales dans des régions et pays différents risque de se révéler inadaptée.

D'une façon générale, cependant, certains facteurs s'avèrent plus importants que d'autres. Ainsi, les conflits autour du contrôle des ressources naturelles, les mobiles matériels et économiques, et surtout les abus des autorités, sont plus largement répandus et ressentis par les Peuls du Sahel central. Par contre, la motivation purement idéologique et les clivages intra-ethniques sont parmi les facteurs les moins pertinents de ceux ici pris en compte pour expliquer la vulnérabilité de la jeunesse face à l'extrémisme violent. Les résultats de cette étude suggèrent par ailleurs que les conflits interethniques sont dans la plupart des cas des phénomènes dérivés, car ils se développent en parallèle des conflits fonciers liés à l'accès aux ressources naturelles (nombreux dans les régions de Mopti et de Tillabéri, et presque absents dans le Sahel burkinabè). Alors qu'au Burkina Faso l'homogénéité sociale de la province du Soum réduit les occasions de contrastes interethniques pour l'accès aux ressources naturelles, les conflits interethniques dans la région de Tillabéri au Niger ont fini par souder les communautés en leur sein.

Dans l'ensemble des régions étudiées, l'expérience (ou la perception) d'abus et d'exactions commis par le gouvernement dans ses différentes structures, dont les autorités, les services publics, la justice et surtout les forces de défense et sécurité, apparaît comme le facteur ayant le plus d'influence sur la vulnérabilité à l'extrémisme violent de la jeunesse peule.

Dans l'ensemble des régions étudiées, l'expérience (ou la perception) d'abus et d'exactions commis par le gouvernement dans ses différentes structures, dont les autorités, les services publics, la justice et surtout les forces de défense et sécurité, apparaît comme le facteur ayant le plus d'influence sur la vulnérabilité à l'extrémisme violent de la jeunesse peule. Parmi les facteurs examinés, l'expérience d'abus d'État ressort comme la seule condition nécessaire à l'adhésion des jeunes à l'extrémisme violent, tandis que l'absence de celle-ci est l'une des conditions suffisantes pour garantir la résilience.

Cette découverte s'accompagne d'une autre indication importante concernant les facteurs qui influencent la vulnérabilité à l'extrémisme violent des jeunes Peuls du Sahel central : le grand dénuement économique, dont les villages de la région de Tillabéri offrent des exemples éloquents,

implique inévitablement un certain degré de vulnérabilité à l'extrémisme violent. Autrement dit : la résilience complète à l'extrémisme violent est structurellement impossible lorsque les communautés connaissent une forte exposition à la pauvreté, au chômage et à la pénurie de services sociaux. À l'inverse, on constate que l'absence de griefs économiques et la sécurisation de l'accès à l'emploi – quoiqu'extrêmement rares au Sahel central – constituent une condition suffisante pour garantir la résilience des jeunes face à l'extrémisme violent.

Plus généralement, ces résultats suggèrent que lorsqu'un seul des facteurs de vulnérabilité potentielle se manifeste de façon aiguë, la résilience des communautés ne peut être que partielle et précaire. Tandis qu'un degré modéré d'exposition aux facteurs examinés peut être généralement toléré sans pour autant compromettre la résilience des populations, les jeunes se sont montrés particulièrement sensibles aux tensions intracommunautaires, notamment celles entre castes et celles liées au genre. L'apaisement des communautés, l'atténuation des tensions liées aux rapports sociaux de genre et la reconnaissance sociale du rôle de la jeunesse représentent autant de conditions nécessaires pour garantir la résilience face à la montée de l'extrémisme violent.

La résilience complète à l'extrémisme violent est structurellement impossible lorsque les communautés connaissent une forte exposition à la pauvreté, au chômage et à la pénurie de services sociaux.

L'apaisement des communautés, l'atténuation des tensions liées aux rapports sociaux de genre et la reconnaissance sociale du rôle de la jeunesse représentent autant de conditions nécessaires pour garantir la résilience face à la montée de l'extrémisme violent.

Scène de vie rurale dans un village peul, Burkina Faso.
PHOTO : © NOVARC IMAGES/ALAMY

5. Recommandations

La compréhension des facteurs façonnant la résilience et la vulnérabilité de la jeunesse permet d'identifier les mesures les plus appropriées pour faire face à la montée de l'extrémisme violent au Sahel central. Les recommandations suivantes visent à mieux orienter les interventions des acteurs nationaux et internationaux pour renforcer la résilience et réduire la vulnérabilité de la jeunesse face à une menace désormais installée dans la durée.

Consolidation de la paix

- La réponse militaire à la crise se révélant être insuffisante pour répondre au conflit et réduire la menace de l'extrémisme violent, il est impératif que les trois États les plus concernés développent une stratégie régionale et nationale de consolidation de la paix en complément aux efforts militaires.

- Les rapports de force sur le terrain, les exigences des populations et la faiblesse du mobile idéologique dans le conflit en cours devraient encourager les acteurs nationaux et internationaux à adopter une posture moins rigide dans leur relation à l'égard des acteurs insurgés (le Mali et le Niger offrent des approches inverses en la matière, qui dans le premier cas ont été particulièrement néfastes). Dans la mesure où seul le dialogue semble aujourd'hui pouvoir permettre l'aboutissement d'un processus de paix inclusif et réaliste, les membres du Conseil de sécurité de l'ONU devraient réexaminer leur position sur cette question à la lumière d'analyses de conflit solides et de stratégies pertinentes au contexte spécifique.

- Du fait de la place des chefferies traditionnelles en tant que parties prenantes et cibles du conflit, leur légitimité s'en trouve sapée, ce qui, contrairement aux crises précédentes, requerrait de circonscrire le rôle des autorités coutumières dans les processus de paix, notamment au Mali, et de renforcer le partenariat avec les « cadets sociaux ».

- La région de Tillabéri présente les meilleures conditions pour le lancement de projets pilotes de réconciliation et de réintégration des anciens combattants démobilisés des groupes extrémistes violents au sein de leurs communautés d'origine respectives. Les leçons apprises de ce processus pourront faciliter l'extension d'un programme de DDR à l'ensemble du Sahel central.

- Face aux carences du système judiciaire, le renforcement des programmes et des politiques de justice transitionnelle permettrait de favoriser l'entente des parties et d'assurer l'accompagnement psychosocial des séquelles du conflit.

Gouvernance

- Afin de renforcer le dialogue, l'apaisement et l'inclusivité des communautés, il est urgent de soutenir le milieu associatif représentatif des femmes et des jeunes, notamment en milieu rural, à travers des partenariats et des formations, et de renforcer les cadres permettant la pérennisation de structures associatives et la mise en place de projets concrets.

- Il est urgent de renforcer les mécanismes permettant de garantir la redevabilité des autorités – aussi bien publiques que coutumières – et l'accès à la justice pour les populations.

- Les gouvernements des pays concernés devraient s'engager à limiter le recours à l'état d'urgence et à prévoir des stratégies d'atténuation de ses conséquences les plus néfastes sur le quotidien des populations, telles que l'interdiction à la mobilité.

- L'amélioration de l'encadrement du domaine religieux, notamment au Mali, devrait faire l'objet d'efforts particuliers, notamment à travers l'amélioration du contrôle des sources de financement, et l'évaluation d'impact des programmes de renforcement de capacités des imams « traditionnels » financés par des bailleurs occidentaux (surnommé la « recette marocaine », voir ci-dessus), qui risquent de conduire à la perte de légitimité des autorités traditionnelles et à la polarisation sociale.

- Il est important de renforcer la qualité du secteur éducatif avec des parcours scolaires plus pertinents et mieux adaptés aux exigences des communautés (écoles itinérantes, alphabétisations en langues nationales, écoles franco-arabes), d'encourager la scolarisation des jeunes filles, d'améliorer fortement la formation et les conditions d'emploi des enseignants, et de mettre en place des passerelles programmatiques entre l'école (y compris dans le secteur informel) et le travail.

Développement

- Les stratégies de développement, leur planification et les projets de relance économique pour le Sahel Central devraient être sensibles au conflit, et au minimum ne pas nuire. La sensibilité aux conflits implique de mener systématiquement une analyse des confits avant tout action afin d'évaluer les risques d'exacerber le conflit et de développer des stratégies pour minimiser ces risques.

- Les gouvernements et la communauté internationale doivent favoriser l'adoption participative de lois foncières garantissant la sécurisation des titres coutumiers, l'appropriation des règles régissant l'accès aux ressources naturelles, et la légitimité des instances d'adjudication des conflits. Le processus développé au Mali au cours des dernières années peut offrir des leçons utiles à cet égard.

- Il est important de garantir un meilleur encadrement et accompagnement du secteur pastoral, notamment par la construction de puits pastoraux, la mise en place de marchés aux bestiaux, la réalisation de banques céréalières, ainsi que le balisage des terrains et des parcelles. Il est essentiel que toute nouvelle infrastructure soit construite dans les zones où il y a un potentiel de création d'emplois et de revenus pour les populations les plus marginalisées et pauvres avec un pourcentage plus élevé de bergers semi-nomadiques : cela n'a pas été effectué jusqu'à présent et constitue une source de griefs pour de nombreuses communautés.

- Les programmes de création d'emplois doivent se fonder sur une analyse des ambitions des jeunes, ainsi que les normes sociales et culturelles qui permettent aux cadets sociaux d'accéder au statut d'adulte et à l'indépendance financière conforme à leurs ambitions.

- Afin de prouver aux populations la proximité de l'État, les acteurs nationaux et internationaux ne devraient pas hésiter à négocier l'ouverture d'un espace réservé aux interventions humanitaires et de développement, même dans les zones militairement contrôlées par des groupes extrémistes violents. L'expérience de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix dans la région de Tillabéri peut à ce titre être capitalisée.

Sécurité

- Les acteurs internationaux devraient s'attacher à renforcer la représentativité au sein des forces de défense et de sécurité, notamment au Mali, par des procédures de recrutement transparentes et inclusives qui favorisent l'accès de tous les groupes ethniques (dont les Peuls) et de toutes les composantes sociales (dont les cadets sociaux).

- Le déploiement de FDS de proximité, encadrées par l'État, mais recrutées localement devrait être privilégié. Cela pourrait contribuer à assécher le recrutement des milices à base ethnique et empêcher la communautarisation du conflit, qui doit être empêchée à tout prix.

- Afin de rétablir la confiance des populations à l'égard des FDS – et de l'État plus largement – il est indispensable que les partenaires internationaux qui soutiennent les efforts militaires dans les pays concernés s'assurent de la redevabilité et de la justiciabilité des responsables des bavures à travers le monitoring assidu des activités des FDS et le renforcement des activités de veille de la société civile nationale et internationale.

- Les partenaires internationaux de la Force conjointe G5 Sahel doivent aller au-delà de l'accompagnement en équipement et en formation et soutenir la création d'espaces communs aux services de sécurité et défense, aux citoyens et aux autorités locales afin d'analyser conjointement les dynamiques de conflit et concevoir des réponses communes, qui peuvent renforcer leur responsabilité mutuelle et obtenir des résultats plus viables.

- Au vu des risques relatifs au déploiement de la Force conjointe G5 Sahel, les partenaires internationaux devraient fonder leur soutien à la Force sur la mise en œuvre des recommandations formulées ci-dessus.

- Les partenaires internationaux devraient œuvrer à améliorer auprès des populations locales la communication sur les objectifs des missions militaires internationales déployées au Sahel, et particulièrement au Niger. Le renforcement du dialogue et le partage des responsabilités au sein des structures de coordination civilo-militaire inclusives, en coordination avec les acteurs de la société civile locale et internationale, pourraient y contribuer.

Paysans utilisant un camion comme moyen de transport public, Burkina Faso.
PHOTO : © IRENE ABDOU/ALAMY

International Alert
346 Clapham Road, Londres, SW9 9AP, Royaume-Uni
Tél. : +44 (0)20 7627 6800
info@international-alert.org
www.international-alert.org

/InternationalAlert

@intalert

ISBN: 978-1-911080-90-9

Ce rapport a bénéficié du soutien financier de l'Union européenne dans le cadre d'un projet de l'Institut interrégional de recherche des Nations unies sur la criminalité et la justice (UNICRI). Les points de vue exprimés dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'Union européenne, des Nations unies et de l'UNICRI.